

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT L'ÉMISSAIRE DE TRUMP

## ALGER, ÉTAPE CLÉ DE LA TOURNÉE RÉGIONALE DE MASSAD BOULOS

*Le président de la République a reçu, hier à Alger, Massad Boulos, émissaire spécial du président américain chargé de l'Afrique, du Moyen-Orient et des affaires arabes, en visite officielle à la tête d'une délégation de haut niveau. Plusieurs hauts responsables des deux pays ont pris part à cette rencontre.*



VIVES RÉACTIONS AU SEIN DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE :  
L'UIPA FUSTIGE LA RÉOLUTION SIONISTE SUR LA CISJORDANIE OCCUPÉE

LOGEMENT AADL 3

### UN MOIS DÉCISIF POUR DÉPOSER SON RECOURS



ALORS QUE L'AIDE  
MÉDICALE RESTE BLOQUÉE  
**DES MALADIES  
MORTELLES  
SE PROPAGENT  
RAPIDEMENT  
À GHAZA**

*Une ONG canadienne alerte sur une hausse de près de 150 % des maladies d'origine hydrique à Ghaza en trois mois, malgré leur caractère évitable et traitable, accusant l'entité sioniste de bloquer intentionnellement l'aide humanitaire.*

VIVES RÉACTIONS  
AU SEIN  
DE L'UNION  
INTERPARLEMENTAIRE  
ARABE

## L'UIPA fustige la résolution sioniste sur la Cisjordanie occupée

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a exprimé, dans un communiqué signé par son président, Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), sa «ferme condamnation» et son rejet catégorique de la résolution sioniste soutenant la prétendue «souveraineté» sur la Cisjordanie et les territoires palestiniens occupés. «Le fait même d'évoquer ce sujet constitue déjà une atteinte flagrante au droit international et un mépris des résolutions de la légalité internationale, notamment la résolution 2334 qui exige l'arrêt immédiat et total de toutes les activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al-Qods-Est, afin d'empêcher toute altération de la réalité démographique et géographique des terres palestiniennes», affirme le communiqué. Tout en exprimant son «rejet catégorique de la résolution d'imposer une quelconque domination sioniste sur les territoires palestiniens, estimant qu'il s'agit de mesures illégitimes et illégales», l'UIPA met en garde contre «la gravité de ces violations sionistes qui menacent la stabilité de la situation dans la région et compromettent les perspectives de mise en œuvre de la solution à deux États, alors que nous sommes dans l'attente de la tenue de la conférence onusienne sur la mise en œuvre de la solution à deux États». L'UIPA a réitéré son appel à la communauté internationale et aux parlements nationaux et régionaux à assumer pleinement leurs responsabilités juridiques et morales et à élargir le cercle des soutiens à la cause palestinienne, pour forcer l'entité sioniste à arrêter immédiatement son agression contre la bande de Gaza et l'escalade dangereuse en Cisjordanie occupée, à garantir la protection nécessaire au peuple palestinien ainsi que ses droits légitimes à établir un État indépendant.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT L'ÉMISSAIRE DE TRUMP

# Alger, étape clé de la tournée régionale de Massad Boulos

Le chef de l'État a reçu, hier à Alger, Massad Boulos, haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, en visite officielle à la tête d'une importante délégation. De hauts responsables algériens et américains ont participé à la rencontre.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger Massad Boulos, haut conseiller du Président des États-Unis pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, en visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est tenue en présence, côté algérien, du directeur de cabinet à la présidence, Boualem Boualem, du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, du conseiller diplomatique auprès du Président de la République, Amar Abba, ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Sabri Boukadoum. Du côté américain, ont également pris part à cette rencontre le chef de cabinet du Haut conseiller, David Linfield, le sous-secrétaire d'État adjoint, Joshua Harris, et l'ambassadrice des États-Unis en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin. Par ailleurs, Ahmed Attaf a également reçu Boulos. L'entretien a débuté par une rencontre en tête-à-tête,

suivie de discussions élargies aux membres des deux délégations. Ces échanges ont permis de faire le point sur les relations algéro-américaines et d'explorer les voies de leur renforcement à un niveau encore plus élevé. À cette occasion, les deux parties ont salué la qualité du dialogue stratégique établi entre l'Algérie et les États-Unis et se sont félicitées de la dynamique positive du partenariat bilatéral dans plusieurs secteurs clés, tels que la défense, l'énergie, l'agriculture, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Elles ont également mis en exergue la coordination étroite entre les deux pays au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les discussions ont enfin porté sur les grandes questions régionales en Afrique, notamment la situation en Libye, au Sahara occidental, au Sahel, dans la région des Grands Lacs et dans l'Afrique profonde de manière générale. Cette visite donne à la coopération bilatérale un nouvel élan. Les relations bilatérales entre Alger et Washington connaissent une diversification croissante, touchant des secteurs aussi variés que le touris-



me, l'enseignement supérieur, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie, ainsi que la coopération militaire et la lutte contre le terrorisme. L'expertise de l'Algérie en matière de lutte antiterroriste et ses efforts en faveur de la stabilité du Sahel sont régulièrement salués par de hauts responsables américains. Sur le plan économique, les États-Unis figurent parmi les investisseurs majeurs en Algérie, avec un volume d'investissement dépassant les 6 milliards de dollars. L'année 2024 a été marquée par la signature de plusieurs accords et mémorandums de coopération. Dans le domaine agricole, un accord inédit a été conclu entre les ministères de l'Agriculture des deux pays, autorisant pour la première fois l'importation de vaches laitières américaines en Algérie. Cette étape décisive ouvre une nouvelle ère de

coopération agricole, reposant notamment sur des échanges scientifiques dans la gestion du cheptel et les chaînes de production laitière et bovine. Cette dynamique a permis au marché algérien d'accueillir la génétique bovine américaine dès 2023, puis l'élevage bovin en 2024. Du côté énergétique, après un accord conclu avec ExxonMobil, le groupe Sonatrach a signé en juin un protocole d'accord avec la compagnie Chevron. Cet engagement vise à explorer les opportunités de développement des ressources dans les bassins d'Ahnet et de Berkine, situés dans le sud du pays. Cette coopération multiforme s'inscrit dans une dynamique constante, portée notamment par l'activité soutenue de l'ambassadrice des États-Unis à Alger, symbole d'un partenariat stratégique en pleine expansion. **Y.B.**

## Le président Tebboune présente ses condoléances à Vladimir Poutine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances au président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, suite au crash d'un avion de ligne survenu dans la ville de Tynda, en Russie, ayant fait 49 victimes, selon un communiqué de la présidence de la République.

Dans son message, le président Tebboune a écrit : Son Excellence Vladimir Poutine,

président de la Fédération de Russie : C'est avec une profonde tristesse et une vive émotion que j'ai appris la nouvelle du crash de l'avion de ligne russe survenu dans la ville de Tynda, ayant entraîné la mort de quarante-neuf personnes.

Et d'ajouter : «En cette douloureuse circonstance, je ne puis que vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens, ainsi qu'en mon nom personnel, mes

condoléances les plus sincères et l'expression de notre profonde solidarité à vous-même, au peuple russe ami, et, à travers vous, aux familles des victimes.»

Le président Tebboune a réitéré ses condoléances attristées à son homologue russe en concluant : «Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération et de mon profond respect.»

## COOPÉRATION ALGÉRIE-TUNISIE

### Une relation à hisser encore plus haut

Ramdhane El-Fayedh, venu lui faire ses adieux à l'issue de sa mission en Algérie, indique un communiqué de la présidence de la République.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le chef de l'État, l'ambassadeur tunisien a mis en avant l'attention particulière que le président de la République Kais Saïed, ainsi que les autorités de son pays, accordent aux

relations de coopération entre les deux pays. Il a également souligné «l'engagement constant du président Kais Saïed à hisser ces relations vers un niveau supérieur», à la hauteur des aspirations des deux peuples et des dirigeants des deux pays. El-Fayedh a indiqué avoir transmis au président Tebboune «les salutations fraternelles» de son homologue tunisien, ajoutant : «J'ai renouvelé au président Tebboune les félicitations

du président Kais Saïed à l'occasion de la fête de l'Indépendance de l'Algérie, ainsi que ses vœux de prospérité et de bien-être à l'ensemble du peuple algérien.» L'ambassadeur tunisien a tenu à exprimer sa profonde gratitude et ses remerciements au président de la République ainsi qu'aux autorités algériennes pour le soutien dont il a bénéficié tout au long de sa mission en Algérie.

**L'EXPRESS**



Quotidien national  
d'information édité par la  
**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger

[Redaction@lexpressquotidien.dz](mailto:Redaction@lexpressquotidien.dz)

[www.lexpressquotidien.dz](http://www.lexpressquotidien.dz)

TEL/fax: 023.70.99.92

[Service-pub@lexpressquotidien.dz](mailto:Service-pub@lexpressquotidien.dz)

GÉRANT :

**NOURDINE BRAHMI**

DIRECTEUR HONORAIRE:

**ZAHIR MEHDAOUI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

**Impression:**  
Société d'Impression  
d'Alger (SIA)  
**Diffusion:**  
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LUNE DE MIEL ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

# La France se morfond

**L'Algérie et l'Italie ont signé mercredi dernier quatorze accords et mémorandums d'entente dans plusieurs domaines stratégiques, notamment la sécurité, la défense et la culture. Le président Abdelmadjid Tebboune et la Première ministre italienne Giorgia Meloni ont assisté à la cérémonie de signature qui s'est déroulée au palais de la villa Doria Pamphilj, à Rome, rapporte la télévision nationale.**

**Hakim H.**

Ces accords portent sur l'agriculture, la défense, l'énergie, la lutte contre le terrorisme, la culture, les communications, la production cinématographique, la coopération scientifique, les droits des personnes handicapées et la coordination des opérations de sauvetage en mer. Parmi ces accords, on compte un protocole d'accord pour la création du centre Enrico Mattei pour la formation, la recherche et l'innovation agricole en Algérie, ainsi qu'un second protocole visant à renforcer la coopération dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de l'agroalimentaire. Dans le domaine de la sécurité, les deux parties ont signé un accord visant à renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme et à tarir



ses sources de financement par l'échange d'expertise et d'informations. Dans le domaine culturel, un accord de coproduction cinématographique a été signé pour soutenir la production culturelle. Les deux parties ont également signé un programme exécutif de coopération scientifique et technique dans le domaine de la protection du patrimoine, ainsi qu'un plan opérationnel visant à coordonner les opérations de recherche et de sauvetage en mer dans les zones de responsabilité territoriale de chaque partie. Dans le domaine de l'investissement, un protocole d'accord a été signé entre l'Agence algérienne de promotion des investissements et l'agence publique italienne de soutien au développement, Invitalia, afin de renforcer la coopération en matière d'attraction des investissements et de soutien aux partenariats économiques.

La réunion a également été marquée par la signature d'un protocole d'accord entre la compagnie pétrolière algérienne Sonatrach et le groupe italien Eni, afin de renforcer

leur partenariat dans le domaine de l'énergie. Ces accords témoignent de la volonté de l'Italie et de l'Algérie de renforcer leurs liens sur tous les plans, mais ils marquent également un tournant stratégique de l'Algérie vers l'Italie, au détriment de la France qui était auparavant son partenaire privilégié en Europe. Contrairement à l'Italie, l'un des rares pays à avoir soutenu l'Algérie durant les années de terrorisme, la France a toujours privilégié ses propres intérêts au détriment de ceux de l'Algérie. Pire encore, elle a toujours servi de refuge aux voleurs algériens en col blanc et de base arrière pour tous les pantins manipulés par le Makhzen et le Mossad, qui tentent par tous les moyens de semer le trouble et de déstabiliser le pays. Si l'Italie joue franc jeu avec l'Algérie et bâtit des partenariats gagnant-gagnant avec elle, en prenant sa défense dans les forums européens, la France, elle, manœuvre pour ameuter l'Europe contre l'Algérie et lui imposer des partenariats dont elle sera la perdante. L'inscription de l'Al-

gérie sur la liste noire de l'Union européenne, la pression exercée sur l'Algérie dans le cadre de l'accord d'association qui l'unit à l'UE sont autant d'exemples de manœuvres françaises visant à porter atteinte à l'Algérie. En matière d'investissement, l'usine Renault, qui n'a pu atteindre qu'un taux d'intégration de 5 % en plusieurs années, illustre le genre de partenariats que la France veut construire avec l'Algérie. Il est clair que la France ne veut pas de relations équilibrées et dépourvues de tensions avec l'Algérie. Les politiciens français, nostalgiques d'une certaine Algérie, présentent l'Algérie comme un épouvantail à chaque occasion pour masquer leur étroitesse d'esprit et leurs échecs. La nouvelle affaire de l'acheminement et de la récupération de valises diplomatiques, en violation des obligations internationales, illustre la détérioration des relations entre les deux pays, marquées par une série de contentieux qui éloignent de plus en plus la réconciliation. En reconnaissant la «souveraineté marocaine» sur le Sahara occidental, la France a choisi le Maroc comme partenaire privilégié en Afrique du Nord. L'Algérie a donc tout à fait raison de se tourner vers l'Italie. Le président Tebboune n'a-t-il pas d'ailleurs dit à Emmanuel Macron qu'en reconnaissant le plan marocain pour le Sahara occidental, la France ne gagnerait rien et perdrait l'Algérie ? Évidemment, la France voit d'un mauvais œil ce rapprochement algéro-italien. Ses analystes et journalistes sont déjà lâchés sur les plateaux pour verser leur venin et s'en prendre à l'Algérie à coups de mensonges éhontés.

**H. H.**

AZOUZ NASRI REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ÉGYPTE EN ALGÉRIE

## Le bilatéral passé en revue

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a reçu, hier, l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué du Conseil. Le président du Conseil de la nation a mis en avant «la dynamique marquant les relations bilatérales», laquelle se traduit par «l'engagement commun des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le président Abdel Fattah Al-Sissi, à renforcer les liens de fraternité et à promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines, en l'élargissant et en la raffermissant au mieux des intérêts des deux peuples et pays frères», ajoute le communiqué. Le président du Conseil de la nation a souligné la «dynamique des relations bilatérales» entre l'Algérie et l'Égypte. Cet élan résulte de «l'engagement commun des dirigeants des 2 pays, le président Abdelmadjid Tebboune et son frère le président Abdel Fattah Al-Sissi». Ils sont déterminés à renforcer les liens de fraternité et à promouvoir la coopération bilatérale dans divers

domaines, en l'élargissant et en la consolidant au mieux des intérêts des deux peuples et pays frères.

### ACCÉLÉRER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

En ce sens, Nasri a affirmé l'importance «d'activer les cadres de concertation et de coordination à tous les niveaux et d'intensifier l'action commune pour développer la coopération économique», ainsi que «l'augmentation du volume des investissements communs, notamment à la lumière des avantages conférés par la loi relative à l'investissement et la loi sur les mines». Sur le plan international, le président du Conseil de la nation a mis en évidence la convergence de vues significative entre l'Algérie et l'Égypte sur plusieurs dossiers cruciaux.

La cause palestinienne est au premier rang de ces préoccupations partagées. Il a insisté sur l'urgence d'intensifier les efforts pour mettre fin au génocide et aux déplacements subis par le peuple palestinien et de coordonner l'action au sein des fora internationaux». L'objectif est de permettre au peuple palestinien de recou-

vrer ses droits légitimes et d'établir son État indépendant avec El-Qods pour capitale.

### COOPÉRATION AFRICAINE ET RÉFORME DE L'ONU

Le Président a également souligné l'importance de la coordination entre l'Algérie et l'Égypte pour le règlement des crises en Afrique. Cette collaboration se manifeste à travers des médiations et des initiatives africaines. Il a insisté aussi sur l'impératif d'œuvrer à la réforme de l'Organisation des Nations Unies. Un point essentiel de cette réforme est l'octroi à l'Afrique d'un siège permanent au Conseil de sécurité. Ceci permettrait de mieux défendre les intérêts des peuples du continent. Pour sa part, l'ambassadeur égyptien s'est félicité de «la qualité des relations bilatérales» et de «la volonté politique animant les dirigeants des deux pays pour optimiser la coordination politique et la coopération économique dans divers domaines au mieux des intérêts des deux peuples frères». Le rapprochement algéro-égyptien «s'est consolidé au cours des dernières années», a-t-il ajouté.

## ÉDITORIAL L'EXPRESS

### L'UE du fait accompli

PAR: YUCEF S.

Alger a qualifié «d'hâtive» et «d'unilatérale» l'ouverture par Bruxelles d'une procédure arbitrale visant ses prétendues «restrictions commerciales» à l'encontre des entreprises européennes, jugées contraires à l'accord d'association liant l'Algérie à l'Union européenne. De cette manière, l'UE fait vaciller le principe du bilatéral. Cette initiative ne fait cependant pas consensus au sein de l'Union européenne, où plusieurs pays, à l'image de l'Italie, plaident plutôt pour une résolution des différends par le dialogue et la concertation. Voilà des États qui donnent tout son sens à la coopération bilatérale. L'Algérie n'est pas le seul pays à adopter des mesures de régulation de ses importations. Il convient de rappeler que certains États membres de l'UE ont eux-mêmes instauré des restrictions, notamment à l'encontre des voitures électriques chinoises. Cela signifie-t-il pour autant que ces mesures de sauvegarde traduisent une volonté de fermer les marchés ? Bien au contraire, tous les pays du monde prennent des dispositions pour protéger leur économie, préserver l'emploi national et générer de la valeur ajoutée à travers une relance maîtrisée de leur activité économique. L'Algérie n'a jamais bloqué ses importations. Elle les a rationalisées, en veillant à ne faire entrer sur son marché que les produits répondant aux besoins réels du pays. Elle continue d'importer ce qu'elle ne peut pas encore produire localement. La preuve en est qu'elle achète pour plusieurs milliards de dollars de marchandises à ses partenaires européens. Il est évident qu'aucun pays ne peut totalement se passer des importations pour couvrir l'ensemble des besoins de sa population, en particulier pour les produits de première nécessité. Mais l'Algérie avance résolument vers l'autosuffisance, notamment dans les domaines agricole et pharmaceutique. La production nationale de blé dur en est un exemple emblématique. Dès lors, si le pays atteint l'autosuffisance dans cette filière, pourquoi devrait-il continuer à importer ce produit ? Il convient de ne pas dénaturer le sens des mots : l'Algérie est un pays souverain. Personne n'est en droit de lui dicter sa politique économique ou toute autre orientation. Libre de toute dette extérieure, l'Algérie n'est soumise à aucune conditionnalité extérieure. Le pays entretient des relations fondées sur le partenariat, qu'il s'agisse de liens bilatéraux, de sa coopération avec l'Union européenne, de son appartenance aux espaces économiques du continent africain ou de ses relations avec les pays arabes.

Y.S.

SÉCURITÉ SOCIALE

# L'Algérie partage son savoir-faire avec la Chine

Une rencontre algéro-chinoise s'est tenue à Alger pour renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la sécurité sociale. À la demande de la partie chinoise, l'Algérie a présenté son expérience en matière de gestion sociale, notamment la transformation numérique du secteur et le système de la carte « Chiffa ».

Kader M.

Le renforcement de la coopération bilatérale et l'échange des expertises entre l'Algérie et la Chine, tel était l'objectif primordial de la rencontre algéro-chinoise qui s'est tenue hier à Alger, selon le communiqué rendu public par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Cette rencontre a regroupé Mohamed Islam Dahmri, le directeur général de la sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et Jiang Wei, le directeur général adjoint à la Direction générale des Relations internationales au ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale de la République populaire de Chine, et les délégations les accompagnant. L'objectif de cette rencontre, ayant eu lieu à la demande de la partie chinoise, est la présentation de l'expérience algérienne en matière de sécurité sociale. Cela dénote la profondeur des relations stratégiques entre les deux pays et renforce ainsi les cadres de coopération et l'échange de connaissances et d'expertises. Dans ce sillage, la délégation chinoise prendra connaissance au cours de son séjour en Algérie des différentes composantes et mécanismes du système national de sécurité sociale. Elle

effectuera ainsi des visites dans plusieurs structures et institutions relevant du secteur. Constituant une opportunité pour "renforcer les liens de coopération entre les organismes chargés de la sécurité sociale des deux pays", la visite reflète également "l'ouverture de l'Algérie sur les expériences internationales et concrétisera ainsi sa volonté constante de s'aligner sur les meilleures pratiques mondiales en matière de sécurité sociale", selon la même source. L'occasion sera propice pour la délégation chinoise de s'informer sur le processus de transformation numérique dans le secteur et les nombreuses actions engagées dans ce département, conformément aux orientations du président de la République afin d'être compatible avec un environnement régional et international en perpétuelle mutation. L'expérience de la carte Chiffa en Algérie, son utilisation, sa mise à jour dans les pharmacies, dans le souci d'amélioration des services pour les travailleurs affiliés à la sécurité sociale, le système de remboursement des ordonnances et des médicaments, les facilités accordées aux employeurs pour leur permettre l'affiliation des travailleurs et autres ne seront pas en reste à l'occasion.

K. M.



## USTHB : 11 brevets d'invention dans divers domaines en 2025

Le recteur de l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar, Djamel Eddine Akretche, a fait état, hier à Alger, du recensement de onze (11) brevets d'invention obtenus par des étudiants et des enseignants encadrants de l'université au cours de l'année 2025. Lors d'une cérémonie organisée en l'honneur des étudiants détenteurs de brevets d'invention en chimie, M. Akretche a précisé que l'USTHB de Bab Ezzouar a "recensé 11 brevets d'invention dans plusieurs disciplines, obtenus par des étudiants et des enseignants encadrants au cours de l'année 2025". Il s'agit de projets couvrant plusieurs domaines, notamment "la physique, la chimie, le génie mécanique et électrique, ce qui permettra à ces étudiants de créer des start-up", a-t-il ajouté. À ce titre, le recteur a mis en avant les efforts de l'université en vue d'"encourager les étudiants à se lancer dans l'entrepreneuriat et l'innovation, à travers la mise à disposition d'un espace équipé de toutes les structures et moyens nécessaires pour mieux accompagner les étudiants dans ce domaine". Il a fait observer, à cette occasion, que "quinze (15) projets de création de start-up ont été programmés pour l'année 2025 par plusieurs étudiants, parmi lesquels huit (8) ont déjà été lancés".

L'UNIVERSITÉ MISE SUR L'INNOVATION ET LES TALENTS

## Une rentrée universitaire tournée vers les sciences et la technologie

La rentrée universitaire 2025-2026 s'annonce exceptionnelle à bien des égards. Avec plus de 367 000 nouveaux bacheliers, dont une large part issue des filières scientifiques et techniques, les universités s'apprêtent à accueillir une génération résolument tournée vers l'innovation, les sciences et les technologies. Cette orientation n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une politique éducative ambitieuse, alignée sur les besoins actuels du marché du travail. Selon Ali Choukri, directeur de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, tout a été mis en place pour garantir une rentrée fluide et de qualité. « Le ministère a pris toutes les dispositions nécessaires pour accueillir ce grand nombre de nouveaux bacheliers. Les capacités pédagogiques sont suffisantes et les conditions sont réunies pour une rentrée réussie », assure-t-il. L'offre universitaire a été largement révisée et enrichie. Le ministère a validé 50 nouvelles licences, dont 70 % relèvent des domaines scientifiques et technologiques, répondant ainsi à une demande économique concrète. Même les bacheliers issus des filières littéraires pourront désormais accéder à des licences intégrant des compétences transversales et appliquées, telles que la gestion hospitalière ou aéroportuaire. Afin de mieux préparer les étudiants à un marché du travail en constante mutation, des matières transversales comme la programmation, l'intelligence artificielle et les compétences numériques de base ont été

introduites dans de nombreux cursus, y compris en sciences humaines et sociales. Par ailleurs, de nombreux parcours de master et formations d'ingénieurs, notamment sous forme de masters intégrés dès la licence, ont été validés. L'objectif est d'assurer la continuité académique et de former des diplômés prêts à intégrer des secteurs à haute valeur ajoutée, en phase avec les standards internationaux. Pour Youcef Ramdani, expert en éducation, cité dans les colonnes du journal Horizons, les résultats obtenus dans les filières scientifiques traduisent un véritable virage stratégique. « Cette session a enregistré une nette amélioration des taux de réussite dans les filières mathématiques et techniques par rapport à 2024 », note-t-il. Ce progrès s'inscrit dans une vision nationale claire : développer une économie fondée sur les compétences scientifiques et technologiques. Cette ambition s'est traduite concrètement sur le terrain à travers plusieurs mesures adoptées par le ministère de l'Éducation nationale : orientation accrue vers les filières scientifiques, renforcement de l'encadrement pédagogique, méthodes modernes d'enseignement et recours aux outils numériques.

### VERS UNE UNIVERSITÉ AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

Ramdani souligne également l'importance de programmes actualisés, pensés pour répondre aux exigences du marché de l'emploi et aux mutations tech-

nologiques mondiales, suscitant un regain d'intérêt pour les sciences exactes chez les élèves. Le ministère de l'Enseignement supérieur a renforcé ses efforts en ouvrant l'accès à des spécialités stratégiques : écoles nationales supérieures de mathématiques, d'intelligence artificielle, d'informatique, de cybersécurité, ainsi qu'une série d'écoles d'ingénierie et de technologie. Ce lien étroit entre les cycles secondaire et supérieur, en cohérence avec les enjeux de la révolution numérique et industrielle, a renforcé la motivation des élèves et leur conscience des opportunités offertes par ces filières.

### Une dynamique collective

Ce succès repose également sur l'implication de l'ensemble des acteurs : enseignants, encadrants, plateformes d'enseignement en ligne, campagnes de sensibilisation médiatique et, de plus en plus, l'engagement actif des parents d'élèves, conscients de l'avenir que représentent les filières techniques pour leurs enfants.

Pour Ramdani, les performances remarquables enregistrées cette année dans les filières mathématiques et techniques marquent une avancée significative dans la réalisation de la vision nationale : former une élite scientifique capable de porter les grands projets technologiques du pays. « Ce succès collectif envoie un message fort : investir dans une éducation de qualité et dans les filières technologiques, c'est miser sur l'avenir », conclut-il.

R.N.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA SANTÉ

# Saihi accélère le « Plan malade »

Le ministre de la Santé a appelé les professionnels du secteur à poursuivre le travail avec la même détermination pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du « plan d'action malade ».

Par Meriem Kaci

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé hier l'ouverture des travaux de l'université d'été destinée aux cadres du secteur de la santé, sous le slogan « Mécanismes de modernisation de la gestion hospitalière », à l'école nationale de management et d'administration de la santé (ENMAS) d'Oran. Dans son discours prononcé par vidéoconférence, le ministre de tutelle a appelé les participants à continuer à travailler avec la même « détermination » pour atteindre les objectifs fixés dans le plan d'action malade. Un plan qui, selon le ministre, a prouvé son efficacité et permis l'amélioration des prestations fournies au niveau de l'ensemble des hôpitaux et structures de proximité, rappelant que l'État a mobilisé tous les moyens à cet effet, notamment un budget considérable alloué au secteur pour une meilleure prise en charge du malade, à travers la numérisation et la modernisation. Le ministre a à cet effet recommandé aux professionnels de santé de continuer à améliorer les performances du système de santé, qui s'est rétabli grâce à la compétence des jeunes professionnels, saluant dans le même contexte les efforts considérables déployés pour atteindre les objectifs de ce programme.

Cette amélioration s'illustre dans la prise en charge des patients en termes de soins, d'interventions chirurgicales, de médicaments et d'examens médicaux. Dans ce sens, le ministre a souligné l'importance de cette manifestation scientifique dans le cadre des efforts déployés pour développer le système de santé et mettre en œuvre le « plan d'action malade ». Il a insisté sur

Les organisateurs de cet événement, à savoir la direction de la formation du ministère de la Santé et l'École nationale de gestion et d'administration de la Santé (ENMAS), se sont fixé trois objectifs à atteindre au terme de l'université d'été. Il s'agit, selon le ministre, de mettre en avant les « efforts des gestionnaires face aux transformations du système de santé », mais sur-



tout de répondre aux besoins des cadres du secteur au travers d'une série de communications. Il est question également de « créer un espace d'échange d'expériences et de compétences entre les différents acteurs » de la santé. Le travail de gestion, notamment grâce aux nouvelles technologies et moyens numériques, occupe aujourd'hui une importance qu'il s'agit de « réaffirmer », ajoute Abdelhak Saihi. Le ministre a également souligné l'importance du rôle central du gestionnaire, indépendamment de sa position ou de la nature de ses fonctions. Ce dernier a résumé Il a également souhaité plein succès aux travaux de l'université d'été, exprimant sa gratitude et sa reconnaissance à tous ceux qui contribuent à l'essor du secteur de la santé. Le ministre de la Santé explique que le choix des thèmes arrêtés n'a pas été fortuit, mais fait « de manière

pratique et réaliste » et traduit le choix du gouvernement en matière de renforcement et de modernisation des infrastructures de santé publique. A. Saihi indique à ce propos que les efforts se portent aujourd'hui sur « les mécanismes de modernisation de la gestion hospitalière », « l'intégration des technologies modernes pour la gestion des programmes de santé », en particulier la « numérisation » de la gestion. Celle-ci a en effet enregistré un « développement notable » au cours des dernières années à travers l'introduction du « dossier de santé électronique », la « numérisation du parcours de prise en charge des patients » ou encore « l'adoption de l'identifiant national de santé ».

Le ministre de tutelle explique par ailleurs que « la transformation numérique » est un des moyens nécessaires pour assurer « un bond

qualitatif dans les prestations sanitaires ».

Pour précision, l'université d'été est organisée par la direction de formation du ministère de la Santé et l'École nationale de gestion et d'administration de la santé. Ses travaux se poursuivront jusqu'à demain mardi. Ils se déroulent simultanément dans les wilayas d'Alger, d'Annaba, d'Oran, de Jijel et de Mostaganem. Cet événement rassemble les professionnels et responsables du secteur médical autour des enjeux cruciaux de la transformation numérique et de l'amélioration de la gestion des établissements de santé. Les participants devraient aborder les défis liés à la mise en œuvre d'une numérisation sécurisée, à une communication institutionnelle transparente et efficace, ainsi qu'à la maîtrise de la gestion de projets sanitaires.

M. KA.

## DRAME SUR LES ROUTES Collision meurtrière entre deux bus à Constantine

Trois personnes ont trouvé la mort et 41 autres ont été blessées dans un accident de la route impliquant deux bus de transport de voyageurs, survenu hier sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de l'échangeur de la commune de Zighoud Youcef (wilaya de Constantine), a rapporté la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 03 h 07 suite à une collision entre deux bus de transport de voyageurs sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de l'échangeur de Zighoud Youcef, a indiqué la même source, faisant état de trois morts (deux femmes et un homme).

Les corps des victimes ont été transférés à la morgue de l'hôpital de Zighoud Youcef, a-t-on ajouté.

La Protection civile a également signalé que les 41 blessés, âgés de 3 à 63 ans, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers les hôpitaux de Zighoud Youcef, de Didouche Mourad et le centre hospitalo-universitaire de Constantine.

Pour cette opération, 10 ambulances, 4 camions d'incendie et 50 agents de différents grades ont été mobilisés, ajoute la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les causes de cet accident.

LOGEMENT AADL 3

## Un mois décisif pour déposer son recours

Les souscripteurs du programme AADL 3 connaissent désormais le sort réservé à leurs dossiers. L'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a apporté hier les réponses aux demandes des souscripteurs au nouveau programme de logements « location-vente » (AADL 3). La veille, L'AADL a mis en ligne une vidéo explicative sur sa page Facebook, détaillant les étapes à suivre pour consulter les résultats de l'étude des dossiers liés au programme AADL 3. Selon les instructions données, les nouveaux souscripteurs doivent se connecter à la plateforme sur laquelle ils ont soumis leur demande, puis accéder à la section « Souscription ». À cet endroit, l'avis de l'agence s'affichera : favorable ou défavorable. En cas d'avis favorable, la mention « Accepté » s'affiche. Un clic permet alors d'afficher un message confirmant l'acceptation préliminaire du dossier. Si le dossier est refusé, la mention « Non accepté » apparaît. En la sélectionnant, le souscripteur pourra consulter les motifs du refus ainsi que la liste des pièces justificatives requises pour un éventuel recours. Les souscripteurs disposent de 30 jours pour déposer un recours, directement depuis leur espace personnel. Pour rappel, les inscriptions à ce programme, décidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, ont débuté en juillet 2024. Le nombre de souscripteurs a atteint plus de 1,4 million, alors que plus de 900 000 souscripteurs remplissant les conditions requises ont été recensés jusqu'au mois de mai dernier.

NOUVEAUX BACHELIERS

## Place aux choix décisifs

La phase de confirmation des préinscriptions pour les nouveaux bacheliers en prévision de l'année universitaire (2025/2026) a débuté hier et se poursuivra jusqu'à mardi prochain. Les nouveaux étudiants connaîtront en effet les résultats de leurs orientations vers les différentes spécialités universitaires le 5 août. Ainsi, les inscriptions finales s'effectueront en ligne du 10 au 15 du même mois. Les intéressés peuvent s'inscrire

en accédant au « Portail étudiant », téléchargeable via smartphones, lequel comporte la circulaire ministérielle d'orientation des nouveaux bacheliers sous un format interactif permettant de consulter les spécialités et les conditions d'accès aux universités.

Récemment, le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, a fait savoir lors d'une conférence de presse animée au siège du ministère sur l'orien-

tation des nouveaux bacheliers que, d'après la circulaire ministérielle relative à l'orientation des bacheliers, 65 % des nouveaux bacheliers seront orientés vers des spécialités scientifiques, technologiques et d'ingénierie, conformément au programme du gouvernement, issu du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant l'édification d'une Algérie de la connaissance.

AGENCE INTERNATIONALE DE  
L'ENERGIE(AIE)

## La demande mondiale de charbon devrait rester inchangée

Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montre que l'utilisation du charbon dans le monde devrait rester proche du niveau record atteint en 2024, avec des tendances variables observées selon les régions au cours du premier semestre 2025.

La demande mondiale de charbon devrait rester globalement inchangée cette année et l'année prochaine, malgré des fluctuations à court terme sur plusieurs grands marchés au cours du premier semestre 2025, selon la dernière mise à jour de l'AIE sur le secteur publiée aujourd'hui. Le rapport de mi-année sur le charbon montre que la demande mondiale de charbon a atteint un nouveau record historique en 2024, soit environ 8,8 milliards de tonnes, soit une hausse de 1,5 % par rapport à 2023, la hausse de la consommation en Chine, en Inde, en Indonésie et dans d'autres économies émergentes ayant plus que compensé les baisses dans les économies avancées d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie du Nord-Est. Toutefois, plusieurs de ces tendances se sont inversées au premier semestre 2025, la demande ayant diminué en Chine et en Inde en raison d'une croissance plus faible de la consommation d'électricité et d'une forte augmentation de la production d'électricité à partir de sources renouvelables. En revanche, la consommation de charbon a augmenté d'environ 10 % aux États-Unis, la forte croissance de la demande d'électricité, combinée à la hausse des prix du gaz naturel, ayant entraîné une hausse de la consommation de charbon pour la production d'électricité. Dans l'Union européenne, la demande de charbon est restée globalement stable, la baisse de la consommation industrielle compensant la hausse de la demande de production d'électricité. Malgré ces variations à court terme, le rapport note que les facteurs structurels sous-jacents de l'utilisation mondiale du charbon restent globalement inchangés. En conséquence, il prévoit une légère augmentation de la demande mondiale de charbon en 2025, suivie d'une légère baisse en 2026, ramenant la demande juste en dessous des niveaux de 2024. Ces prévisions restent cohérentes avec les prévisions publiées en décembre dans Coal 2024, le rapport annuel de l'AIE sur le marché du charbon, les principaux changements notables depuis lors comprenant des révisions à la baisse de la croissance économique mondiale et l'important changement de politique énergétique en faveur du charbon aux États-Unis. Sur l'ensemble de l'année 2025, la demande de charbon en Chine devrait légèrement diminuer, de moins de 1 %. Aux États-Unis, elle devrait croître d'environ 7 %, et dans l'Union européenne, elle devrait diminuer de près de 2 %.

«Bien que nous ayons observé des tendances contrastées selon les régions au premier semestre 2025, celles-ci ne modifient pas la trajectoire sous-jacente de la demande mondiale de charbon», a déclaré Keisuke Sadamori, directeur des marchés énergétiques et de la sécurité de l'AIE. Le secteur de l'énergie demeure la principale source de demande de charbon en Chine et dans le monde. Cependant, l'utilisation industrielle du charbon en Chine, notamment dans la sidérurgie et la chimie, est également suffisamment importante pour influencer les tendances mondiales. La production mondiale de charbon devrait atteindre un nouveau record en 2025, portée par la croissance continue de la production en Chine et en Inde, pays qui dépendent du charbon pour assurer leurs priorités en matière de sécurité énergétique. Cependant, le rapport anticipe un déclin de la production mondiale de charbon en 2026, les stocks élevés et la baisse des prix commençant à peser sur l'offre. Dans un contexte d'offre excédentaire persistante, les prix du charbon sont retombés à des niveaux observés pour la dernière fois début 2021, exerçant une pression économique sur les producteurs. Alors que l'Indonésie devrait enregistrer la plus forte baisse de production en volume en 2025, les exportateurs de charbon russes sont confrontés aux plus fortes tensions économiques en raison des conditions actuelles du marché.

CHAMBRE ALGÉRIENNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE(CACI)

# Arbitrage commercial: Clôture de la formation spécialisée

Initiée par la CACI, la formation spécialisée sur l'arbitrage commercial, qui a regroupé un groupe d'avocats et des professionnels du droit, a pris fin samedi 26 juillet 2025 à l'École supérieure de commerce d'Alger.

Inès B.

La chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) annonce la clôture de la formation spécialisée sur l'arbitrage commercial.

"La formation spécialisée sur l'arbitrage commercial s'est achevée, le 26 juillet, à l'École supérieure de commerce d'Alger. Organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CCI), cette formation a réuni un groupe d'avocats et de professionnels du droit, dans une ambiance scientifique et professionnelle distinguée", indique la CACI dans sa page officielle facebook en ajoutant : "Étaient présents à la cérémonie de clôture M. Chakib Ismail Guidri, directeur général de la CCI ; M. Abdelmajid Tabash, secrétaire général de la CCI ; M. Noureddine Manani, directeur général de l'École supérieure de commerce d'Alger ; M. Khaled Dahan, secrétaire général du ministère de l'Industrie pharmaceutique (ancien secrétaire général de la CCI)". À cette occasion, les participants ont prononcé un discours de clôture, soulignant l'importance de



promouvoir l'arbitrage commercial comme mode alternatif de règlement des litiges. Ils ont souligné le rôle central joué par la Chambre dans la consolidation de cette approche, au service du climat des affaires en Algérie, et appréciant les partenariats institutionnels et de formation avec les différentes parties prenantes. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) joue un rôle crucial dans le règlement des litiges commerciaux, notamment par le biais de son Centre de Conciliation, de Médiation et d'Arbitrage (CCMA). L'arbitrage, en tant que mode alternatif de résolution des litiges, est encouragé en Algérie pour sa rapidité et sa confidentialité, offrant une alternative au recours à

la justice traditionnelle. La CACI, en tant qu'institution nationale, représente les intérêts des secteurs du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics. Le CCMA, relevant de la CACI, est spécifiquement dédié à la résolution des litiges commerciaux par la conciliation, la médiation et l'arbitrage. La saisine du CCMA se fait par le dépôt d'une demande d'arbitrage, reprenant la clause compromissoire établie dans le contrat initial. Les parties peuvent nommer leurs propres arbitres, et un CV de l'arbitre doit être joint à la demande. Des frais d'enregistrement sont exigés lors du dépôt de la requête. L'arbitrage est généralement plus rapide que les procédures judiciaires et offre une confi-

dentialité accrue, ce qui peut être bénéfique pour les entreprises. La CACI propose des formations nationales sur l'arbitrage commercial, visant à renforcer les compétences des professionnels du droit dans ce domaine. Pour saisir le CCMA, il faut vérifier l'existence d'une clause compromissoire, c'est à dire s'assurer que le contrat commercial contient une clause d'arbitrage acceptée par les parties, rédiger la demande d'arbitrage: la demande doit inclure les informations sur les parties, les arbitres désignés, et les détails du litige, déposer la demande: déposez l'original de la demande au secrétariat du CCMA, ainsi que les copies nécessaires pour les parties et les arbitres. Et enfin payer les frais d'enregistrement: Effectuez le paiement des frais d'enregistrement lors du dépôt de la demande. La CACI et son CCMA offrent un cadre pour le règlement des litiges commerciaux en Algérie, avec un accent sur l'arbitrage, considéré comme une alternative efficace et confidentielle à la justice traditionnelle. I. B.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Les attributions et prérogatives fixées par la loi

Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement, le ministre de l'industrie pharmaceutique propose les éléments de la politique nationale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, et assure le suivi et le contrôle de sa mise en œuvre, conformément aux lois et règlements en vigueur. Il rend compte des résultats de ses activités au Premier ministre, en réunions du Gouvernement et en Conseil des ministres, selon les formes, les modalités et les échéances établies. C'est ce qui ressort du Décret exécutif n° 25-187 du 17 Moharram 1447 correspondant au 13 juillet 2025 fixant les attributions du ministre de l'industrie pharmaceutique. Le ministre de l'industrie pharmaceutique exerce ses attributions, en relation avec les institutions, les organismes publics et les ministères concernés, et en concertation avec les partenaires économiques et sociaux. A ce titre, il a pour attributions, notamment d'élaborer la politique de l'industrie pharmaceutique, d'assurer son développement, et de suivre et de contrôler sa mise en œuvre ; d'élaborer et de proposer une stratégie pharmaceutique orientée vers la promotion de la production nationale, de la mettre en œuvre et d'en assurer le suivi et d'élaborer et de proposer les politiques de promotion et de développement de l'investissement dans le secteur de l'industrie pharmaceutique: Il a également comme mission

d'élaborer et de proposer la politique de gestion des participations de l'Etat dans le secteur public de l'industrie pharmaceutique et de veiller à sa mise en œuvre ; d'élaborer et de proposer des mesures et des actions visant à assurer la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ; d'encourager la réalisation des projets d'investissements dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et d'assurer leurs facilitations, notamment l'investissement productif en substitution de l'importation. Le ministre de l'industrie pharmaceutique se charge entre autres d'organiser le cadre de la prospective et de la promotion de la veille stratégique et technologique, et de promouvoir la numérisation et les systèmes de sérialisation dans le secteur de l'industrie pharmaceutique ; de contribuer à l'émergence d'un environnement économique, technologique, scientifique et réglementaire favorable au développement de la filière de l'industrie pharmaceutique ; de proposer et de prendre toute mesure visant à assurer la régulation des activités pharmaceutiques, notamment dans le domaine de l'enregistrement des produits pharmaceutiques et de l'homologation des dispositifs médicaux ; de proposer et de prendre toute mesure visant la régulation des activités des établissements pharmaceutiques en matière

de fabrication, d'importation, d'exportation, d'exploitation et de distribution et d'agréer les établissements pharmaceutiques de fabrication, d'importation, d'exportation, d'exploitation et de distribution des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, ainsi que les sociétés de promotion médicale et les prestataires de services. Le ministre de l'industrie pharmaceutique apporte son concours à la formation et au développement des ressources humaines qualifiées nécessaires à la réalisation des activités du secteur. Il évalue les besoins du secteur en moyens humains, matériels et financiers nécessaires et prend les mesures appropriées pour les satisfaire, dans le cadre des lois et règlements en vigueur. Le ministre de l'industrie pharmaceutique met en place le système d'information et de communication relatif aux activités relevant de son domaine de compétence. Il en fixe les objectifs et établit les stratégies y afférentes. Comme il assure le bon fonctionnement des structures centrales ainsi que de tout établissement ou institution relevant de son secteur. Le ministre de l'industrie pharmaceutique propose la création de toute institution de concertation et/ou de coordination ministérielle ou interministérielle et de tout organe de nature à permettre une meilleure prise en charge des missions qui lui sont confiées I. B.

COUR DES COMPTES

# Gestion de la qualité: l'initiative lancée

Dans le cadre de l'appui que la Banque mondiale apporte aux Cours des comptes algérienne et tunisienne, autour des aspects liés à la mise en place d'un système de gestion de la qualité de l'audit, la Cour des comptes révèle qu'une délégation présidée par M. Mohamed Selim Benammar, secrétaire général, et composée de M. Salah Hazzam, Président de chambre et Mehdi Boumedien, Directeur du département des techniques d'analyse et de contrôle, a participé dernièrement, à une réunion de haut niveau tenue à Tunis. Cette réunion a été consacrée au lancement de l'initiative sur l'appui technique relatif à la gestion de la qualité des travaux d'audit.

Inès B.

« Cette réunion a pour objectifs principaux de renforcer la sensibilisation de la compréhension du concept de la gestion de la qualité des audits, l'identification des besoins spécifiques pour l'élaboration d'un système de gestion de la qualité adapté au contexte institutionnel, et le développement des compétences techniques des professionnels de contrôle en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi d'un système de gestion de la qualité, à travers l'appui conjoint de la Banque mondiale en partenariat avec l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (IDI) », indique la Cour des comptes. Notons que la gestion de la qualité des travaux d'audit englobe l'ensemble des actions et des procédures mises en place pour s'assurer que les audits sont réalisés de manière efficace, rigoureuse et conforme aux normes professionnelles. Cela implique la planification, la réalisation et le suivi des audits, ainsi que l'évaluation de leur qualité et la mise en œuvre d'actions correctives. Les éléments clés de la gestion de la qualité des travaux d'audit comprennent la planification de l'audit soit la définition des objectifs, du périmètre, des méthodes et des ressources nécessaires pour l'audit, la réalisation de l'audit qui veut dire l'exécution de l'audit selon les normes et procédures établies, collecte et évaluation des preuves, rédaction de rapports d'audit. Il s'agit aussi du suivi de l'audit qui comprend la mise en œuvre des actions correctives et préventives identifiées lors de l'audit, suivi de leur efficacité. Il y a aussi l'évaluation de la qualité de l'audit soit la vérification de la conformité de l'audit aux normes, identification des points faibles et des axes d'amélioration, la formation et compétences des auditeurs c'est à dire s'assurer que les auditeurs possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour réaliser des audits de qualité. Contrôle qualité interne se base sur la



mise en place de politiques et procédures de contrôle qualité au sein du cabinet d'audit pour garantir la qualité des missions. Quant à l'évaluation de la performance des auditeurs, elle comprend l'évaluation régulière des performances des auditeurs pour identifier les points forts et les points faibles, et mettre en place des actions de développement. Des audits de qualité permettent d'obtenir des conclusions fiables et pertinentes, qui peuvent être utilisées pour améliorer la performance de l'organisation. Aussi, des audits de qualité renforcent la confiance des parties prenantes (actionnaires, clients, régulateurs) dans l'organisation et son système de contrôle. La gestion de la qualité des

audits permet d'identifier les points faibles et les axes d'amélioration de l'organisation, et de mettre en place des actions correctives pour optimiser son fonctionnement. De nombreuses normes et réglementations exigent la mise en place de systèmes de gestion de la qualité et d'audits réguliers. Enfin, la gestion de la qualité des travaux d'audit est essentielle pour garantir la fiabilité des audits, renforcer la confiance des parties prenantes, favoriser l'amélioration continue et se conformer aux exigences réglementaires. Elle repose sur des processus rigoureux, des compétences solides et une culture de la qualité au sein du cabinet d'audit.

I. B.

INDUSTRIE  
AUTOMOBILE

## Pièces détachées: Convention de soutien à la sous-traitance locale

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, accompagné du ministre des Ressources en eau, Tahar Derbal, a supervisé hier la signature d'une convention de partenariat entre SPA ALGERIE FAW TRUCKS INDUSTRIES et COSIDER ALREM, filiale du groupe COSIDER.

Cette initiative vise à renforcer la sous-traitance et l'intégration locale dans le secteur des pièces détachées automobiles. Selon un communiqué du ministère de l'Industrie, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques du président Abdelmadjid Tebboune, visant à créer une industrie mécanique nationale intégrée, fondée sur la production locale, le transfert de technologie et la réduction de la dépendance aux importations.

La convention a été signée au siège du ministère de l'Industrie en présence de Hamid Khamlich, PDG du groupe COSIDER, et de Nassim Ben Moussa, PDG de COSIDER ALREM, ainsi que de représentants de la société mère chinoise FAW et d'une équipe de responsables du ministère et des deux institutions partenaires.

Ce partenariat vise à lancer un projet de production de pièces détachées pour camions et véhicules FAW, dans le cadre du soutien à un réseau de sous-traitance industrielle capable de répondre aux besoins des constructeurs locaux et d'atteindre des taux d'intégration élevés dans le secteur automobile.

Le ministre de l'Industrie a souligné que cette étape concrétise la volonté politique de bâtir une industrie fondée sur une sous-traitance efficace et une intégration locale. Il a souligné que le partenariat entre le groupe Cosider et les investisseurs du secteur représente un changement qualitatif vers le renforcement des capacités de production nationales. De son côté, le ministre des ressources en eau a salué la dynamique positive observée dans le secteur industriel, estimant que ces partenariats public-privé traduisent la vision de l'État visant à renforcer la coopération et l'intégration sectorielles. Il a salué le rôle du groupe Cosider dans la conduite de cette transformation industrielle.

À l'issue de l'événement, les deux ministres ont réitéré leur engagement à soutenir et à encourager toutes les initiatives industrielles visant à créer de la valeur ajoutée pour l'économie nationale, dans le cadre d'une approche de développement fondée sur l'harmonie entre les différents secteurs.

I.B.

COOPÉRATION ALGÉRO-SAUDIENNE

## Le développement du gisement gazier d'Illizi en question

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, hier, le PDG de «Medad Energy Afrique du Nord», Cheikh Abdelilah Ben Mohamed Ben Abdellah El Aiban. «Étaient présents à cette rencontre le PDG de Sonatrach, M. Rachid Hachichi, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ANFAT), M. Samir Bakhti, et plusieurs responsables du ministère», indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique algéro-saoudienne et fait suite à la signature d'un protocole d'accord entre Sonatrach et Medad Energy, signé le 4 mars 2024. Cet accord vise à évaluer et à développer les gisements gaziers de la wilaya d'Illizi Sud, selon le système accéléré, un mécanisme efficace pour accélérer la mise en œuvre des projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures. Lors de la réunion, les deux parties ont discuté des

perspectives d'activation de cette coopération et des moyens de traduire le protocole d'accord en un contrat de partenariat concret dans un avenir proche. L'accent a été mis sur le développement de projets gaziers dans la zone désignée, ainsi que sur d'autres opportunités de coopération à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, notamment le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'échange d'expertise. À cette occasion, le ministre d'État a souligné que cette coopération reflète la volonté commune d'établir un partenariat économique solide, fondé sur des intérêts mutuels et une confiance renforcée entre les deux parties. Il a salué l'expérience approfondie de Midad Energy dans la mise en œuvre de projets stratégiques à dimension internationale. Pour sa part, Cheikh Abdul-Ilah ben Mohammed ben Abdullah Al-Aiban a exprimé sa gratitude pour la confiance que son entreprise bénéficie de ses partenaires algériens,

soulignant que le climat d'investissement favorable de l'Algérie et les réformes en cours dans le secteur des hydrocarbures en font un partenaire prometteur pour les investissements à long terme dans le secteur énergétique. Medad Energy est l'une des plus importantes entreprises saoudiennes du secteur de l'énergie, exploitant et investisseur dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'électricité, de l'eau et des mines. Basée à Al-Khobar, elle est la branche commerciale du groupe Al-Fozan Holding. L'entreprise fournit des services techniques, de conseil et commerciaux, et s'efforce de développer des technologies innovantes et de nouer des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux. Son expérience est avérée, notamment grâce à sa participation au «Contrat du siècle» en 1994, qui a permis le développement de trois des plus grands gisements pétroliers de la mer Caspienne, avec des réserves estimées à 4,6 milliards de barils.

I.B.

EL TARF

# Développement durable : Consolidation des stratégies des régions frontalières"

Hidaoui s'est enquis au cours de cette visite des conditions d'accueil et des services assurés à la délégation d'enfants de la République sahraouie au camp de l'auberge de jeunes "Hou Mohamed Benali" de la ville d'El Kala.

Le ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a mis l'accent samedi à El Tarf sur l'importance d'encourager les contributions des jeunes dans le domaine des médias numériques et de les sensibiliser à l'utilisation responsable des technologies de l'information et de la communication. En s'enquérant des conditions de déroulement de deux ateliers de formation sur "le rôle des médias numériques dans la consolidation des stratégies de développement durable des régions frontalières" et "le rôle de la presse dans la sensibilisation et le développement des jeunes des régions frontalières", organisés dans le cadre des assises de formation médiatique des jeunes, le ministre a affirmé la nécessité de lever les défis liés aux médias numériques, estimant que ces assises "constituent un espace vital de dialogue, d'enracinement des valeurs citoyennes et d'affrontement des discours de haine et de désinformation". Il a également indiqué que sa visite à cette wilaya frontalière a été "une opportunité pour s'enquérir des efforts des autorités locales pour favoriser les activités d'animation juvénile durant



la saison estivale au travers de projets importants réalisés au profit de la jeunesse dans le cadre de la stratégie de modernisation des établissements de jeunes pour les rendre plus attractifs aux jeunes grâce à des activités modernes et des espaces atypiques". Selon les organisateurs, ces assises auxquelles ont assisté 100 jeunes de diverses wilayas du pays dans le cadre de la mise en

œuvre des programmes annuels du CSJ 2025-2026 visent à "consolider les compétences des jeunes dans le domaine de l'information et de la communication". M. Hidaoui s'est enquis au cours de cette visite des conditions d'accueil et des services assurés à la délégation d'enfants de la République sahraouie au camp de l'auberge de jeunes "Hou Mohamed Benali" de la ville d'El

Kala.VII a insisté à l'occasion sur la nécessité de leur assurer les meilleures conditions d'accueil et de prise en charge de sorte à refléter les relations fraternelles profondes reliant les deux peuples algérien et sahraoui, avant de se rendre à l'auberge de jeunes Tonga dans la même commune puis au camp de jeunes de la commune d'Echatt relevant de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse.

ORAN

## Sept artisans primés au Salon National du Jeune Artisan

Sept (07) artisans ont été primés dans les concours du meilleur stand d'exposition et du meilleur produit, organisés dans le cadre du Salon national du jeune artisan, clôturé samedi à Oran. Dans le concours du meilleur stand, Rima Belghoul, de la wilaya de Relizane, artisanne dans la fabrication de savon, a remporté la première place alors que Nour-Elhadi Bendain, de Béchar, actif dans le domaine des objets d'art, a obtenu la deuxième place. La troisième place a été attribuée ex-aequo à Sakina Mahfoudi, de la wilaya de Timimoun, spécialisée dans le

tissage traditionnel et Douniazad Mokhtari, productrice de confitures de la wilaya d'Oran. Concernant le meilleur produit, Yasmine El Aidani, de Médéa, a décroché la première place pour ses œuvres en poterie. La deuxième place est revenue à Djebbari Sid-Ali (fabrication d'objets d'art), d'Adrar, tandis que la troisième place a été attribuée à Chafika Benseneane, artisanne en objets d'art de Tlemcen. Le jury chargé de sélectionner les lauréats des deux concours a recommandé de soutenir davantage les jeunes artisans, en met tant à leur disposi-

tion des programmes de formation spécialisés afin de renforcer leurs savoir-faire et leurs techniques. Il a également encouragé la diversification des produits exposés à travers la promotion de l'innovation et la combinaison entre authenticité et modernité, afin de répondre aux exigences des marchés, local et international. Le développement des mécanismes de promotion ainsi que la préservation et la protection du patrimoine culturel par l'organisation d'ateliers destinés au public et aux artisans ont aussi été préconisés. Le Salon national du jeune artisan,

organisé pendant une semaine sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a connu une forte affluence de visiteurs. Des ateliers interactifs destinés aux enfants ont été mis en place dans l'objectif de les rapprocher du monde de l'artisanat traditionnel et de leur transmettre l'amour du patrimoine artisanal algérien, indique-t-on. Plus de 90 artisans issus de 35 wilayas et exerçant dans divers domaines de l'artisanat ont participé à cette manifestation, organisée par la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CNAM).

BOUIRA

## Un Salon National de l'Entrepreneuriat Vert en novembre

Le Salon national de l'entrepreneuriat vert et de l'industrie agroalimentaire (SEVAGRO), se tiendra du 12 au 16 novembre prochain à Bouira, avec la participation de plusieurs opérateurs économiques, industriels et agricoles locaux et nationaux, a annoncé mercredi la direction locale des Services agricoles (DSA). Lors d'une conférence de presse, le directeur des Services agricoles, Zine Labidine Bendjaballah, a assuré que les préparatifs allaient bon train pour abriter ce salon national qui, a-t-il dit, "connaîtra la participation de dizaines d'acteurs économiques, industriels

et agricoles locaux et nationaux". Le responsable a précisé que cette manifestation, qui se tiendra à proximité du complexe sportif Rabah-Bitat dans la ville de Bouira, sera surtout l'occasion pour les agriculteurs de rencontrer des investisseurs, des opérateurs économiques et des industriels afin d'échanger des idées et des connaissances dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. "L'objectif de ce salon national est de développer et de promouvoir l'agriculture à Bouira, afin d'en faire un véritable pôle agricole et économique du centre du

pays, et ainsi d'assurer la sécurité alimentaire de notre pays", a ajouté le DSA. Des représentants de la société CARRAVIC, filiale du groupe ORAC, spécialisée dans l'élevage, l'abattage et la commercialisation de produits avicoles, étaient présents à la conférence de presse. Ils ont fait part de leur volonté de participer à cette manifestation pour présenter leurs produits et activités aux visiteurs, mais aussi pour transmettre leurs connaissances et idées relatives à l'industrie agroalimentaire et à la promotion de la production agricole aux agriculteurs.

MILA

## ENTREPRENARIAT : PLUS DE 300 PORTEURS DE PROJETS EN FORMATION

Un total de 311 porteurs de projets a été formé au niveau du Centre de développement de l'entrepreneuriat du centre universitaire "Abdelhafid Boussouf" de Mila, a indiqué récemment le directeur du centre, Ramzi Bouderdja. Le centre a organisé depuis son ouverture en juin 2024 à ce jour 12 sessions de formation à l'entrepreneuriat au profit d'étudiants de ce centre universitaire et autres porteurs de projets extérieurs aux milieux universitaires. Dans le cadre de ces sessions de formation intensive, les porteurs de projets sur le point de créer des micro-entreprises ou de moyennes entreprises ont été initiés aux concepts de base de l'entrepreneuriat, de l'administration stratégique et financière ainsi qu'au cadre juridique relatif aux entreprises, selon la même source. Dans un souci de motivation des porteurs de projets, des chefs d'entreprises ayant réalisé un succès ont été invités à présenter leurs expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat devant les porteurs de projets afin de "les encourager à se lancer dans ce domaine et contribuer à l'économie locale et à la création d'emploi". 33 personnes des bénéficiaires de cette formation ont déposé des demandes de financement de leurs projets auprès de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, dont 30 ont obtenu l'accord de la commission de wilaya d'agrément et de financement des projets et leur promoteurs parachèvent actuellement les procédures administratives préalables au démarrage de leur activité.

BEJAIA

## TROIS MORTS EN 24 HEURES SUR LES PLAGES

Trois (03) personnes sont décédées par noyade en mer au cours des dernières 24 heures au niveau des plages de Bejaia, notamment à Tichy, Aokas et Boukhelifa, rapporte samedi la Protection civile. La protection civile précise que ces drames sont survenus dans un contexte de baignade interdite, en raison de l'état fortement agité de la mer. Parmi les victimes, on compte deux baigneurs portés disparus depuis vendredi : l'une âgée de 36 ans originaire de M'sila et une autre de 21 ans originaire d'Amizour, dans la wilaya de Béjaia. Leurs corps ont été retrouvés samedi matin dans la zone balnéaire située face au stade de Tichy, au centre-ville. La troisième victime, un estivant de 48 ans originaire de Tamanrasset, s'est jeté à l'eau alors que la mer était agitée. Il a été retrouvé sans vie peu de temps après. Ces drames portent à dix (10) le nombre de noyades mortelles survenues depuis le début de la saison estivale. Ils se sont produits dans des zones de baignade non surveillées ou en dehors des horaires de surveillance, a-t-on expliqué.

SANTÉ MENTALE INFANTILE

# Pas de smartphone avant 13 ans

**Sachant que les écrans sont néfastes pour les enfants, une vaste étude alerte sur l'usage du smartphone avant l'âge de 13 ans. Les données de l'étude confirment une corrélation directe entre l'âge d'acquisition du premier smartphone et l'apparition de troubles psychiques à l'adolescence et à l'âge adulte.**

Les écrans envahissent le quotidien des plus jeunes avec des conséquences dramatiques sur leur développement. C'est ce que vient de dévoiler une vaste étude internationale confirmant ce que les pédo-psychiatres répètent depuis des années : l'exposition précoce aux smartphones engendre des troubles mentaux sévères. Cette nouvelle étude révèle la gravité du phénomène et déconseille l'usage du smartphone avant 13 ans. Menée par l'ONG Sapient Labs sur près de 2 millions de personnes dans 163 pays fait un constat des plus préoccupants. Les données montrent une corrélation directe entre l'âge d'acquisition du premier smartphone et l'apparition de troubles psychiques à l'adolescence et à l'âge adulte. Les filles semblent particulièrement vulnérables, avec un taux de pensées suicidaires qui

atteint 48 % chez celles ayant reçu un téléphone dès 6 ans, contre 28 % pour celles ayant attendu 13 ans. Elle révèle que l'utilisation du smartphone avant 13 ans est liée à une santé mentale plus fragile. Contrairement aux recherches antérieures qui se concentraient surtout sur l'anxiété et la dépression, cette étude a également exploré des symptômes moins étudiés. Et ce sont justement ceux-ci qui se sont révélés très significatifs. Ainsi, les enfants concernés présentent davantage de pensées suicidaires, une moins bonne régulation émotionnelle, une estime de soi affaiblie et un sentiment de détachement du réel. Plus l'âge d'acquisition d'un smartphone est précoce, plus les effets négatifs sont prononcés, en particulier chez les filles. Plusieurs facteurs sont mis en cause : une exposition prolongée aux réseaux

sociaux, des troubles du sommeil, des situations de cyberharcèlement ainsi qu'une détérioration des relations familiales. Dans ce contexte, les auteurs de l'étude considèrent que les réseaux sociaux doivent être interdits pour tous les moins de 16 ans. Face à l'ampleur des dégâts constatés, seule une mobilisation collective pourra inverser la tendance et préserver la santé mentale des générations futures. Les experts indiquent qu'une action urgente pour limiter l'accès des enfants de moins de 13 ans aux smartphones, ainsi qu'une réglementation plus nuancée de l'environnement numérique auquel les jeunes sont exposés, d'autant plus en plus de recherches mettent en lumière le rôle joué par les nouvelles technologies dans le déclin de la santé mentale des jeunes.

A. B.



ENVIRONNEMENT

## Littoral: La campagne nationale de ramassage des algues lancée

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a lancé, samedi, une campagne nationale de ramassage des algues sur les plages du littoral algérien, indique

IKONGO

### Recrudescence préoccupante du paludisme

La commune d'Ikongo, dans la région de Fitovinany, est actuellement confrontée à une recrudescence préoccupante du paludisme. Selon les autorités sanitaires locales, un total de 118 décès liés à cette maladie a été recensé. La propagation du paludisme s'accélère depuis le mois d'avril. Face à cette urgence, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) - bureau de Madagascar a déployé une aide d'urgence pour soutenir la réponse sanitaire. Plus de 2 tonnes de médicaments, d'intrants médicaux et de matériels essentiels ont été acheminés vers la zone affectée. En complément de cet appui logistique, des épidémiologistes et des logisticiens de l'OMS ont été envoyés sur le terrain afin de renforcer les capacités locales. Leur intervention s'est concentrée sur plusieurs axes prioritaires : la coordination des actions et le suivi épidémiologique, la prise en charge rapide et adéquate des cas recensés, l'amélioration des mesures d'hygiène et de prévention des infections, ainsi que la lutte antivectorielle à travers des actions ciblées sur les moustiques. Un travail important a également été mené en matière de communication sur les risques, avec l'implication active des communautés locales pour renforcer la prévention et le respect des mesures sanitaires. L'ensemble de ces efforts est coordonné par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), dans le but de mettre en place une riposte plus structurée, plus efficace et surtout durable. Dans un pays où le paludisme reste endémique dans plusieurs régions, la situation à Ikongo rappelle tragiquement que la vigilance sanitaire doit rester constante et que les mécanismes d'alerte et d'intervention rapide sont essentiels pour éviter de nouvelles pertes humaines.

un communiqué du ministère. Les wilayas concernées par cette campagne, prévue jusqu'au 16 août prochain, sont Chlef, Tlemcen, Jijel, Annaba, Mostaganem, Oran, Boumerdès, El Tarf, Tipasa, Aïn Témouchent, Skikda, Tizi Ouzou et Béjaïa, selon l communiqué, qui précise que l'opération avait été différée dans la wilaya d'Alger en raison de conditions météorologiques défavorables. Organi-

sée en coordination avec plusieurs départements ministériels, les autorités locales et des acteurs engagés dans la protection de l'environnement, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à protéger le littoral et à améliorer le cadre de vie des citoyens et des estivalants.

La campagne vise essentiellement à éliminer les algues dont la prolifération

observée récemment sur les plages est attribuée à différents facteurs environnementaux, dont le changement climatique et l'augmentation de la température de surface de la mer.

D'après le ministère, la présence d'algues a été constatée dans trois (3) des 14 wilayas côtières du pays, à savoir Alger (16 plages), Mostaganem (3 plages) et Aïn Témouchent (une seule plage).

FORMATION PROFESSIONNELLE

## Début des inscriptions dimanche pour la prochaine rentrée

Les inscriptions pour la prochaine rentrée de la formation professionnelle, prévue le 5 octobre 2025, débuteront dimanche, indique samedi un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les personnes souhaitant rejoindre des établissements de formation professionnelle peuvent s'ins-

crire via la plateforme numérique officielle [www.takwin.dz](http://www.takwin.dz) entre le 27 juillet et 27 septembre, précise la même source. Le ministère invite les personnes intéressées à prendre connaissance des nouvelles spécialités correspondant aux besoins du marché du travail, notamment les métiers de l'industrie, les métiers du

numérique, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'agroalimentaire, et le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique. Pour ce faire, les personnes concernées doivent consulter la plateforme électronique et suivre les instructions relatives aux inscriptions et à l'orientation, conclut le communiqué.

ANGLAIS

## La plateforme de cours en ligne pour les nouveaux bacheliers activée

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, samedi, l'activation de la plateforme de cours en ligne au profit des nouveaux bacheliers souhaitant améliorer leur niveau d'anglais, indique un communiqué du ministère. «La plateforme de cours vidéo en

ligne et de cours intensifs ouverts en ligne a été activée, ce jour, au profit des nouveaux bacheliers (session 2025) qui souhaitent améliorer leur niveau d'anglais et atteindre le niveau B2», précise la même source. L'opération se poursuivra jusqu'au 25 septembre prochain, selon la même sour-

ce. Les personnes intéressées peuvent accéder à cette plateforme via le lien

<https://apps.dual-mesrs.dz/authn/login?next=%2F>, en utilisant le numéro d'inscription et le mot de passe figurant sur leur relevé de notes, conclut le communiqué.

CONSTANTINE

## Violente collision entre 2 bus 03 morts et 41 blessés

3 personnes ont trouvé la mort et 41 autres ont été blessées dans un accident de la route impliquant 2 bus de transport de voyageurs, survenu dimanche à Constantine. Selon la direction locale de la Protection civile, l'accident s'est produit vers 03h07 suite à une collision entre 2 bus de transport de voyageurs sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de

l'échangeur de Zighoud Youcef, a indiqué la même source, faisant état de 3 morts (2 femmes et un homme). Les corps des victimes ont été transférés à la morgue de l'hôpital de Zighoud Youcef, a-t-on ajouté. La Protection civile a également signalé que les 41 blessés, âgés de 3 à 63 ans, ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers les hôpitaux de

Zighoud Youcef, de Didouche Mourad et le Centre hospitalo-universitaire de Constantine. Pour cette opération, 10 ambulances, 4 camions d'incendie et 50 agents de différents grades ont été mobilisés, a-t-on encore indiqué. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les causes de cet accident.

EXPLOITATION HUMAINE

# L'ONU pointe les inégalités comme terreau de la traite

*A l'approche de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, célébrée le 30 juillet de chaque année, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a relevé que cette forme de criminalité organisée, une de celles dont l'évolution est la plus rapide, est aux mains de réseaux impitoyables qui se repaissent de vulnérabilité et de souffrance. Il a appelé à rendre justice aux personnes survivantes, de soutenir celles qui sont déplacées, à s'attaquer aux causes profondes que sont la pauvreté et les inégalités, les conflits et le dérèglement climatique, entre autres.*

La traite d'êtres humains constitue un crime majeur et une grave violation des droits de l'homme, a indiqué le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, appelant à s'attaquer aux causes profondes que sont la pauvreté et les inégalités, les conflits et le dérèglement climatique, entre autres.

La traite d'êtres humains est un crime ignoble et une violation flagrante des droits humains, a souligné Antonio Guterres, à l'approche de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, célébrée le 30 juillet de chaque année. Il a relevé que cette forme de criminalité organisée, une de celles dont l'évolution est la plus rapide, est aux mains de réseaux impitoyables qui se repaissent de vulnérabilité et de souffrance, appelant à rendre justice aux personnes survivantes, de soutenir celles qui sont déplacées, à s'attaquer aux causes profondes que sont la pauvreté et les inégalités, les conflits et le dérèglement climatique, entre autres. Cette entreprise odieuse et très organisée est fondée sur la tromperie, la coercition et l'exploitation. Et elle se développe rapidement, a-t-il alerté, précisant que les groupes criminels opèrent



au-delà des frontières, à une vitesse inquiétante et d'une manière effroyablement complexe. Ces criminels exploitent les vides juridiques, infiltrent des secteurs d'activité légitimes et des chaînes d'approvisionnement légales, profitent des flux migratoires et se servent de la technologie pour recruter, contrôler et

maltraiter des personnes, notamment en se livrant à de l'exploitation sexuelle en ligne ou en forçant les victimes à prendre part à la cyber escroquerie, a expliqué le secrétaire général de l'ONU. Nous pouvons le faire en brisant le modèle de fonctionnement de la traite d'êtres humains, en mettant

fin à l'impunité, en supprimant les profits illicites et en renforçant les systèmes d'application des lois et les systèmes judiciaires, a-t-il soutenu. Il a appelé, à cet effet, à agir de concert pour demander des comptes aux auteurs et construire un monde dans lequel personne n'est acheté, vendu ou exploité.

FRONTIÈRE THAÏLLANDO-CAMBODGIENNE

## Les affrontements se poursuivent

Au moins 13 Cambodgiens sont morts et 71 autres ont été blessés lors des affrontements à la frontière avec la Thaïlande, selon le ministère cambodgien de la Défense nationale.

D'après les médias thaïlandais, ces affrontements sont entrés samedi matin dans leur troisième jour après que la partie cambodgienne a ouvert le feu sur des soldats thaïlandais.

«Cinq soldats cambodgiens ont été tués et 21 autres blessés», a précisé Maly Socheata, sous-secrétaire d'Etat et porte-parole du ministère cambodgien de la Défense nationale, lors d'un point de presse. «Par ailleurs, huit civils sont

morts et 50 autres blessés dans la province d'Otdar Mean Cheay (nord-ouest)».

Dans les derniers développements en date, le ministère cambodgien de la Défense nationale a déclaré que l'armée thaïlandaise avait accru samedi ses attaques dans une autre province cambodgienne, celle de Pursat (ouest). Selon la chaîne publique Thai PBS, les forces cambodgiennes ont ouvert le feu tôt samedi matin sur des soldats thaïlandais dans la province thaïlandaise de Trat (sud-est), lesquels ont répliqué. La marine thaïlandaise a pour sa part lancé l'opération «Trat Strike 1» en réponse à

la nouvelle attaque du Cambodge et a repoussé avec succès l'incursion cambodgienne en trois points clés, a affirmé samedi le bureau du porte-parole du ministère thaïlandais de la Défense. Elle a dépêché une flottille composée de quatre navires pour soutenir cette opération dans la province de Trat, se tenant prête à fournir un appui feu aux forces terrestres, a rapporté samedi le radiodiffuseur public thaïlandais NBT. Les tensions sont restées vives le long de la frontière thaïlanno-cambodgienne ces dernières semaines. Les deux armées ont commencé jeudi à se battre, faisant des victimes des deux côtés.

SOMALIE

## Une attaque contre des bases militaires déjouée par les forces de l'UA

Les troupes de l'Union africaine, appuyées par les forces de sécurité somaliennes, ont déjoué vendredi une attaque contre des bases militaires menée par un groupe terroriste dans la ville de Sabiid-Anole, au sud-ouest de la capitale Mogadiscio, ont rapporté samedi, des médias.

La Mission d'appui et de stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM), citée par les médias, a déclaré que des éléments du

groupe «Shebab» avaient lancé une attaque contre des bases militaires contrôlées par les troupes de l'UA et les forces armées nationales somaliennes aux premières heures de la journée.

«Les forces conjointes ont réussi à repousser les terroristes, les forçant à battre rapidement en retraite», a indiqué l'AUSSOM dans un communiqué, relayé par les médias. Plusieurs terroristes ont été éliminés tandis que d'autres, grave-

ment blessés, ont pris la fuite, a indiqué la mission de l'UA.

«Diverses munitions ont également été saisies», a-t-elle ajouté, précisant que les forces alliées maintenaient le contrôle des bases militaires ciblées, qui avaient été libérées des Shebab en juin.

Une opération militaire de grande envergure est en cours pour localiser et appréhender les assaillants restants et leurs alliés, a précisé l'AUSSOM.

UKRAINE

## Armement: Washington approuve une nouvelle vente de 330 millions dollars

Le département d'Etat américain a approuvé la vente de 330 millions de dollars d'équipements et de services militaires à l'Ukraine. Selon le communiqué partagé vendredi, cette transaction inclut deux volets, 180 millions de dollars pour la maintenance et la modernisation des systèmes de défense aérienne d'origine américaine déjà en service en Ukraine, ainsi que la formation du personnel associé. Et les 150 millions de dollars restants financent l'entretien, la réparation et la modernisation des obusiers M109 de fabrication américaine. Cette vente vise à renforcer la capacité de l'Ukraine à se défendre contre les menaces actuelles et futures, précise le communiqué, ajoutant que le Congrès a été informé de cette décision. Conformément à la procédure, le Congrès dispose de 15 jours pour formuler d'éventuelles objections à cette vente. En l'absence d'opposition dans ce délai, la transaction sera finalisée. Cette annonce intervient un jour après l'approbation, par le département d'Etat, d'une autre vente d'armes de 322 millions de dollars à l'Ukraine, destinée à améliorer ses capacités de défense aérienne et à fournir des équipements de combat blindés.

TCHAD

## Le FMI approuve un programme d'aide de 625 millions de dollars

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a validé vendredi un programme d'aide de 625 millions de dollars, sur quatre ans, à destination du Tchad, assorti du versement immédiat d'une première tranche de 38,5 millions de dollars. Le programme vise à soutenir les réformes économiques et structurelles des autorités et faire face aux besoins prolongés de sa balance de paiement, et plus particulièrement le plan national de développement prévu entre 2025 et 2030 par le gouvernement tchadien. Ce programme prévoit notamment, selon les autorités, d'améliorer les rentrées fiscales de l'Etat, améliorer les filets de sécurité pour la population et renforcer la gouvernance et le climat des affaires dans le pays du Sahel. Une mise en œuvre ferme des réformes budgétaires sera essentielle pour créer l'espace nécessaire à la mise en place du plan de développement, a insisté dans un communiqué le directeur général adjoint du FMI, Nigel Clarke. Il sera important de mobiliser les recettes non pétrolières, notamment par des hausses ciblées d'impôts, rationaliser des exonérations fiscales et la numérisation de l'administration fiscale», a-t-il notamment détaillé.

CENTRAFRIQUE

## Le président sortant investi candidat de son parti

Le président de la Centrafrique Faustin-Archange Touadéra est officiellement investi candidat à l'élection présidentielle, qui aura lieu en décembre 2025, par le Mouvement Coeurs Unis (MCU), son parti, au terme d'un congrès ordinaire de deux jours tenu à Bangui, selon des médias. Faustin-Archange Touadéra avait gagné la présidentielle en 2016 et 2020. La nouvelle Constitution, adoptée à l'issue du référendum en été 2023, lui autorise à briguer un troisième mandat, qui durera désormais sept ans.

JS KABYLIE

# Belaïd devrait rejoindre les Canaris

Marouane A.

Après une expérience en demi-teinte à Saint-Trond VV en Belgique, l'ex-international A' et ancien joueur de l'USMA, Zineddine Belaïd, est sur le point de signer son retour au championnat de Ligue 1 au sein de la JS Kabylie. On apprend qu'il devait même conclure hier soir chez le club le plus titré d'Algérie. Belaïd aurait donné son accord de principe au club kabyle. A 26 ans, l'excaptaine de l'USM Alger revient au pays avec l'objectif clair de relancer sa carrière dans un championnat qu'il connaît bien. Formé au NA Hussein Dey, puis confirmé à l'USMA avec laquelle il a remporté la Coupe de la CAF, il

possède l'expérience et la solidité nécessaires pour devenir un pilier de la défense kabyle. Ce renfort stratégique vient combler un besoin identifié par le staff de Josef Zinnbauer. En effet, la JSK cherche à stabiliser son secteur défensif avant le début de la saison et les échéances africaines. Belaïd, défenseur droitier au profil de leader, viendra ainsi compléter le gaucher Mohamed Madani, déjà en place dans l'axe central. Une complémentarité qui pourrait faire la différence dans les moments clés de la saison. Annoncé un temps dans les radars de clubs comme Al-Ahly ou le Zamalek, le joueur a finalement privilégié un retour au pays, séduit par le

projet sportif de la JSK. Une décision qui témoigne aussi de l'ambition retrouvée du club kabyle, bien décidé à reconstruire une équipe

## MAHIOUS, UNE BOMBE QUI SÉDUIT LES FANS KABYLES

Alors qu'il s'apprête à boucler ce transfert de Belaïd, il faut savoir que la JSK a déjà réussi à attirer l'attaquant international A' Aymen Mahious, et qui est devenue la première recrue estivale des Canaris, en s'engageant pour trois saisons. Mahious (27 ans) rejoint la formation de la ville des Genêts, après une saison passée sous les couleurs du CR Belouizdad, avec lequel il s'est illustré lors de l'exercice 2024-2025 en inscrivant 24 buts et délivrant 3 passes



décisives en 36 matchs, toutes compétitions confondues. C'est en tout cas un coup de maître des dirigeants kabyles qui ont mis la main sur l'un des meilleurs attaquants du championnat national, sachant que le CRB espérait,

jusqu'au dernier moment, son renouvellement au club et lui avait offert un contrat intéressant, mais il semblerait que le joueur était plus attiré par le projet sportif et par l'opportunité de jouer la Ligue des champions d'Afrique. Les fans de la JSK ont, en tout cas, apprécié, eux qui souhaitent que la direction monte une équipe compétitive pour jouer à fond la LDC, la saison prochaine. Les coéquipiers du gardien Gaya Merbah, qui ont repris les entraînements lundi dernier sur le terrain annexe du stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, s'envoleront mercredi prochain pour la Turquie, pour effectuer un stage précompétitif qui s'étalera jusqu'au 16 août. M. A.

LIGUE 1

## Le MCA reçoit le bouclier de champion

Le MC Alger a reçu, samedi, le bouclier de champion d'Algérie de la Ligue 1 Mobilis de football 2024-2025, au cours d'une cérémonie tenue au centre d'entraînement du club Abderrahmane Aouf - Baba Hamoud - à Zéralda (Alger). Le capitaine de la formation algéroise, Ayoub Abdellaoui, a reçu le bouclier des mains du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Amine Mesloug. Le MCA, sacré champion d'Algérie pour la deuxième fois de rang et la neu-

vième de son histoire, a réalisé une saison pleine (15 victoires, 13 nuls, et 2 défaites), parvenant à s'installer dans le fauteuil de leader depuis pratiquement le début de l'exercice.

« Le rendez-vous d'aujourd'hui est une occasion pour récompenser les joueurs qui sont parvenus à conserver le titre, au terme d'une saison difficile, grâce au soutien de toute la famille mouloudéenne. Outre ce titre, l'équipe a remporté la Supercoupe d'Algérie et atteint les

quarts de finale de la Ligue des champions. Le club poursuivra sa chasse aux titres et d'honorer son écusson. Le MCA est et restera l'un des symboles de l'Algérie», a déclaré le président du Conseil d'administration du MCA, Mohamed Hakim Hadj Redjem, lors de son allocution.

Les statistiques confirment la domination du club algérois cette saison, terminant quatrième meilleure attaque avec 39 buts et meilleure défense avec 19

buts encaissés. La direction du «Doyen» a tenu à inviter plusieurs anciens joueurs du club, toutes générations confondues, pour assister à cette cérémonie, qui devait se dérouler le 21 juin dernier à l'issue du match disputé au stade du 5-Juillet face au NC Magra (0-0), pour le compte de la 30e et dernière journée de la compétition, avant d'être reportée suite au décès de quatre supporters du «Doyen», victimes d'une chute des gradins.

CHAMPIONNAT QATARI (AMICAL)

## Boulbina signe ses débuts avec Al-Duhaïl

L'attaquant algérien Adil Boulbina, fraîchement arrivé à Al-Duhaïl, a signé ses grands débuts avec le club pensionnaire de la division 1 qatarie de football, lors

de la défaite concédée samedi en amical face aux Néerlandais du Go Ahead Eagles (4-2), dans le cadre du stage qui se déroule aux Pays-Bas. Boulbina (22

ans) s'est engagé en juin dernier avec Al-Duhaïl pour un contrat de cinq saisons, en provenance du Paradou AC. Il s'est illustré lors de la défunte saison, en

terminant en tête du classement des buteurs avec 20 réalisations au compteur, loin devant ses poursuivants directs.

1<sup>ER</sup> JEUX SCOLAIRES AFRICAINS

## Ouverture des compétitions dans une ambiance festive

Les 1ers Jeux scolaires Africains (Algérie-2025) qui se dérouleront jusqu'au 5 août dans les villes d'Annaba, de Constantine, de Sétif et de Skikda, ont été officiellement ouverts, samedi soir à Annaba. La cérémonie d'ouverture de ces Jeux, organisés sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu pour théâtre le stade du 19-Mai 1956 d'Annaba en présence du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, du ministre des Sports, Walid Sadi, du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, des membres du Comité olympique et sportif et d'un grand nombre de citoyens. Cet événement sportif continental réunit 1.700 athlètes représentant 47 pays. En plus des athlètes, les Jeux verront une forte participation de quelque 2.500 délégués, de membres de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), des représentants de 50 comités nationaux olympiques africains, leurs secrétaires généraux, des arbitres et des observateurs.

PAYS-BAS

## Van Persie : «Ce n'est pas le bon moment pour Hadj Moussa»

Ces dernières semaines, Benfica pensait tenir sa nouvelle recrue offensive. Le club portugais avait trouvé un accord avec Anis Hadj Moussa, révélation algérienne de la dernière saison d'Eredivisie, et s'activait pour convaincre Feyenoord. Les discussions s'annonçaient prometteuses, d'autant que le joueur et son entourage semblaient ouverts à l'idée d'un transfert à Lisbonne. Mais malgré cet engouement, l'opération a pris un coup d'arrêt. La direction de Feyenoord, qui réclame environ 25 millions d'euros pour libérer

son ailier, n'a pas donné suite favorable à la première offre de Benfica. Et surtout, elle peut compter sur le soutien ferme de son entraîneur. Arrivé sur le banc du club en fin de saison dernière, Robin Van Persie a clairement affiché son opposition à un départ du joueur buteur en amical avec le brassard de capitaine. Pourtant il est très courtisé après une première saison remarquée à Rotterdam (11 buts et 5 passes décisives en 43 matchs). Le technicien néerlandais, interrogé par ESPN, a été sans ambiguïté : «Ce n'est pas le bon

moment pour Hadj Moussa de quitter le club. Je comprends le fait que de nombreux clubs s'intéressent à lui mais nous voulons garder nos meilleurs joueurs. En principe, il reste : il a un contrat qui expire seulement en 2029.» Avec ce contrat longue durée, Feyenoord est en position de force. Et Van Persie, qui semble vouloir construire un projet ambitieux autour de ses meilleurs éléments, compte bien faire d'Hadj Moussa un homme fort de son animation offensive pour la saison à venir.

KARATÉ / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2025

## Kata:Narimene Dahleb s'adjuge l'argent

La karatéka algérienne Narimene Dahleb a remporté la médaille d'argent du kata individuel (seniors dames), samedi à Abuja, pour le compte de la deuxième journée des Championnats d'Afrique de la discipline. En finale de la spécialité, Dahleb, qui a validé son billet pour le Mondial 2025, a obtenu la note de (38.70) face à la championne d'Afrique, l'Égyptienne Aya Hisham (39.20). Avec cette nouvelle breloque, l'Algérie porte sa moisson à quatre médailles (1 or, 1 argent, 2 bronze). Plus tôt ce samedi, les karatékas Youcef Ziad (seniors) et Abderraouf Maansri (juniors) ont rem-

porté deux médailles de bronze en kata. Tout comme sa compatriote, Youcef Ziad, a également validé sa qualification au Mondial 2025 prévu en octobre prochain en Egypte.

Lors de la première journée de compétition, disputée vendredi, Aymen Benkhedda (cadets, -52 kg) a été sacré champion d'Afrique 2025 de sa catégorie, en s'imposant en finale devant le Nigérien Ayatoulahi Chekaraou Gado, vendredi à Abuja (Nigeria). Le jeune karatéka algérien conserve à cette occasion le titre continental obtenu en 2024 en Tunisie. Vingt (20) athlètes de la

sélection algérienne dont 14 seniors, prennent part aux Championnats d'Afrique de Karaté-do (Kumité et Kata), qui se déroulent jusqu'au 27 juillet à Abuja, avec l'objectif de remporter le titre africain chez les cadets et juniors, alors que les seniors visent une qualification pour le Championnat du monde 2025, prévu en octobre prochain en Egypte. Au-delà de la quête de médailles, ces championnats constituent également un enjeu stratégique pour les nations africaines en quête de positionnement dans la hiérarchie internationale du karaté.

ESPAGNE

# Le Real Madrid offre deux joueurs pour Rodri

Le Real Madrid pourrait inclure des stars actuelles dans un accord à gros budget pour le milieu de terrain de rêve Rodri Hernandez, afin de concrétiser d'une pierre deux coups

Les problèmes du milieu de terrain du Real Madrid ont été flagrants tout au long de la saison dernière, et ils ont été à nouveau mis en évidence lors de la victoire 4-0 du Paris Saint-Germain en demi-finale de la Coupe du Monde des Clubs contre l'équipe de Xabi Alonso. De ce fait, le Real Madrid souhaite recruter un remplaçant digne de ce nom pour Toni Kroos, dont l'absence se fait sentir depuis sa retraite en 2024. Parmi les joueurs envisagés par le Real Madrid, le plus probable est Rodri. Le joueur de 29 ans a été repéré par les Merengues lors de la Coupe du Monde des Clubs plus tôt cet été, marquant son retour après sa rupture du ligament croisé antérieur en septembre dernier. Selon CaughtOffside, le Real Madrid serait prêt à recruter Rodri cet été, un transfert «joueurs + cash» ayant été envisagé. Le club serait prêt à offrir Eduardo Camavinga et Rodrygo Goes à l'équipe de Premier League, en plus d'une somme de 40 millions d'euros. Le Real Madrid estime qu'un accord est possible pour Rodri, étant donné qu'il lui reste moins de deux ans de contrat. Cependant, Manchester City a déjà clairement indiqué qu'il n'étudierait aucune offre cet été.

Si aucun accord ne peut être conclu en 2025, le Real Madrid envisagera un



accord l'été prochain. Si Rodri ne signe pas de nouveau contrat avec Manchester City dans les 12 prochains mois, il serait disponible pour 60 à 80 millions d'euros en 2026, étant donné qu'il lui resterait moins d'un an de contrat.

## LA GROSSE EXIGENCE DE VINICIUS

L'international brésilien reste un élément clé de l'effectif de Xabi Alonso dans la capitale espagnole, mais son avenir reste un enjeu majeur. Vinicius et les autres stars d'Alonso sont actuellement en vacances d'été tardives après une demi-finale de la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA. Selon cer-

taines sources, certaines personnalités du Real Madrid ne seraient pas impressionnées par ses performances aux États-Unis, ce qui pourrait avoir des répercussions sur son avenir. L'intérêt persistant de la Pro League saoudienne reste en suspens et le Real Madrid attend une réponse de son numéro 7. Le Real Madrid travaille sur un nouveau contrat avec Vinicius, et un accord aurait été trouvé – la signature étant prévue pour cet été – mais cela ne semble plus être le cas. Son contrat actuel avec la capitale espagnole court jusqu'en 2027, le Real Madrid cherchant à le prolonger jusqu'en 2030, mais aucune décision officielle n'a été prise. Les clubs

saoudiens sont en alerte, le Real Madrid cherchant à éviter qu'il ne termine les 12 à 18 derniers mois de son contrat au stade Santiago Bernabéu.

Le joueur de 24 ans a répondu aux questions sur son avenir lors de la Coupe du Monde des Clubs, ce qui redonne espoir au Real Madrid. «J'espère pouvoir rester ici de nombreuses années. J'ai toujours dit que c'était le club de ma vie. Je suis très satisfait de l'entraîneur et du staff, j'espère pouvoir y rester », rapporte Mundo Deportivo.

«J'ai un contrat de deux ans jusqu'en 2027. Je veux y rester toute ma carrière et écrire l'histoire avec cette équipe.»

ANGLETERRE

## Arsenal s'offre Viktor Gyökeres

Le temps dira si Arsenal tient enfin «son» Haaland. Mais les Gunners ont quoi qu'il arrive frappé un grand coup sur le marché des transferts en s'offrant l'un des attaquants les plus cotés du marché en la personne de Viktor Gyökeres. Le Suédois quitte le Sporting, avec qui les relations se sont tendues ses dernières semaines, mais où il a (presque) tout remporté en affolant les compteurs (97 buts en 102 apparitions), pour un défi à la hauteur de son talent. Le transfert est estimé à approximativement 75 millions d'euros. «Nous sommes absolument ravis d'accueillir Viktor Gyökeres au club, a déclaré l'entraîneur des Gunners, Mikel Arteta. La constance qu'il a montrée dans ses performances et sa disponibilité sont remarquables, et ses contributions en termes de buts parlent d'elles-mêmes.» Talent bien connu

des recruteurs depuis de très longues années, Gyökeres était déjà passé par l'Angleterre, où il a d'abord déçu jusqu'à son explosion à Coventry. La machine à marquer sera très attendue à Londres, d'autant plus qu'il récupérera le numéro 14 de Thierry Henry du côté d'Arsenal. Il aura rapidement l'occasion de faire ses preuves : Gyökeres est attendu lors de la tournée asiatique d'avant-saison du club anglais.

des recruteurs depuis de très longues années, Gyökeres était déjà passé par l'Angleterre, où il a d'abord déçu jusqu'à son explosion à Coventry. La machine à marquer sera très attendue à Londres, d'autant plus qu'il récupérera le numéro 14 de Thierry Henry du côté d'Arsenal. Il aura rapidement l'occasion de faire ses preuves : Gyökeres est attendu lors de la tournée asiatique d'avant-saison du club anglais.

AS MONACO

## Ter Stegen se rapproche du club de la principauté

L'international allemand est revenu sur le devant de la scène ce mois-ci après avoir dû subir une opération chirurgicale pour une blessure persistante au dos.

Ter Stegen a lui-même annoncé cette nouvelle, précisant qu'il serait indisponible pendant trois mois. Cette décision a suscité la colère des dirigeants barcelonais, qui espèrent une indisponibilité d'au moins quatre mois pour l'international allemand, ce qui leur permettrait d'inscrire Joan Garcia en

Liga. Barcelone a appliqué une règle similaire la saison dernière suite à une précédente blessure, avec Wojciech Szczesny recruté en urgence.

Cependant, les dirigeants barcelonais estiment que cette fois, Ter Stegen a délibérément fixé son retour à trois mois afin que le club ne puisse pas utiliser 80 % de son salaire pour recruter un remplaçant, ce qui a encore détérioré leurs relations. L'arrivée de Garcia et le refroidissement général des relations entre Ter Stegen et le club sem-

blent l'avoir poussé vers la sortie cet été.

Ter Stegen pourrait également être démis de ses fonctions de capitaine du club. Selon Diario Sport, une décision à ce sujet sera prise juste avant le début de la saison 2025/26 de la Liga.

Cependant, une dispute persistante au sein du club n'est qu'un aspect de la controverse : une absence de trois mois le priverait de la majeure partie des qualifications pour la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

FC BARCELONE

## Lewandowski, la grosse mise au point

Concernant la saison à venir, Lewandowski a donné son avis sur le Carrusel Deportivo (via MD) après son arrivée au Japon, où l'équipe d'Hansi Flick débute sa pré-saison. Il estime qu'il sera plus difficile pour Barcelone de réussir sur tous les plans par rapport à la saison 2024-25. «Le plus important, ce sont les titres que nous voulons remporter. Je peux contribuer par mes performances, mais l'important, c'est l'objectif de l'équipe. Cette année sera plus difficile, car toutes les équipes veulent nous battre. Nous sommes ici pour bien préparer la saison et nous pouvons améliorer les choses, nous devons progresser et progresser.» La saison 2025-26 pourrait être la dernière de Lewandowski sous les couleurs du FC Barcelone, son contrat expirant dans moins de 12 mois. À ce sujet, le joueur de 36 ans, dont le transfert en Arabie saoudite est évoqué pour l'été prochain, a fait une mise à jour discrète. «J'ai beaucoup de choses en tête. Pour moi, l'important n'est pas la fin de la saison, mais ce que je peux faire cette saison. Je suis serein, regardons d'abord cette saison.» Lewandowski a également été interrogé sur Marcus Rashford, qui a rejoint Barcelone en début de semaine en provenance de Manchester United. «C'est un joueur au talent immense. Je me souviens que nous avons joué contre Manchester United (en 2023) et Marcus était en très bonne forme. Il peut nous aider et il peut jouer à différents postes. Il y a beaucoup de matchs, il faut donc qu'il soit comme ça.»

FINALE DE LA CAN FÉMININE 2025

## Le Nigeriabat le Maroc devant son public

Les joueuses nigérianes célèbrent leur victoire après avoir remporté la finale de la CAN féminine 2025 face au Maroc à Rabat, le 26 juillet 2025. Le Nigeria a renversé le Maroc, pays-hôte de la compétition, samedi soir en finale de la Coupe d'Afrique des nations féminine (3-2) à Rabat. Les Super Falcons ont remporté leur dixième titre en treize éditions de la CAN. Bien qu'en tête au tableau d'affichage pendant une heure (2-0), les Marocaines ont finalement été renversées à domicile par le Nigeria (3-2), samedi 26 juillet au soir, en finale de la CAN féminine 2025 à Rabat. Les Super Falcons, ultra-favorites après avoir fait tomber en demies les tenantes du titre sud-africaines, remportent leur dixième sacre en 13 éditions de la compétition. Devant leur public, les Lionnes de l'Atlas s'inclinent elles pour la deuxième fois de suite, après la finale perdue en 2022, à domicile déjà. Pourtant favorites face aux joueuses de Jorge Vilda, l'ex-sélectionneur de l'Espagne limogé après l'affaire du baiser forcé de Luis Rubiales à la joueuse Jennifer Hermoso, les Nigérianes se sont fait très peur en encaissant deux buts dans les 25 premières minutes. La capitaine marocaine Ghizlane Chebbak avait rapidement ouvert le score (13e) d'une magnifique frappe lourde à l'entrée de la surface, hors de portée de Chiamaka Nnadozie, la gardienne nigériane partie cet été du Paris FC après cinq saisons (13e). Sanaâ Mssoudy a doublé la mise d'une frappe croisée (24e). Meilleures en seconde période, les Nigérianes sont revenues à l'entame de la dernière demi-heure, d'abord sur un pénalty d'Esther Okoronkwo après une main de Nouhaila Benzina (64e), signalée par la VAR, puis sur un contre parfaitement conclu par Folahade Ijamilusi, seule devant le but (71e). Et c'est le milieu de terrain du PSG Jennifer Echegini, rentrée à la 59e, qui a libéré les Siennes dans les dernières minutes du temps réglementaire en reprenant dans l'axe, complètement démarquée, le ballon suite à un coup-franc (88e). Quelques minutes plus tôt, la VAR avait annulé un pénalty accordé aux Marocaines pour une main nigériane dans la surface (82e).



FESTIVAL LOCAL DE LA MUSIQUE

# Clap de fin festif à Oran

La 16<sup>e</sup> édition du festival local de la musique et de la chanson oranaise s'est clôturée, samedi soir, au théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran. La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des prix aux trois lauréats du concours organisé dans le cadre de cette manifestation artistique.



Le premier prix a été attribué au jeune Mohamed Amer d'Oran pour son interprétation de la chanson Ahkem. La deuxième place est revenue à Ghomari Anes de Nedroma (Tlemcen), qui a participé avec la chanson «Serej ya farès el maqam», tandis que le troisième prix a été remporté par Samir Chikhi d'Aïn Témouchent, pour son interprétation de «Lemen nechki ya Rabbi». Il est à noter que toutes les

chansons interprétées par les lauréats sont issues du répertoire de l'illustre chanteur, le défunt Ahmed Wahbi. Ce festival, organisé pendant cinq jours par le commissariat du festival culturel local de la musique et de la chanson oranaise, a constitué une opportunité pour les huit jeunes candidats en lice d'exprimer leurs talents ainsi que leur passion pour le style oranais authentique. Par ailleurs, le musicien Moulay

Abdelnabi a également été honoré lors de cette soirée, qui a été animée par une pléiade de chanteurs dont Mahboub El Wahrani, Refas Omar, Chikhi Romaiassa et Houari Si Ali, accompagnés par l'orchestre dirigé par le maestro Khalil Baba Ahmed.

La commissaire de l'événement, Souad Bouali, a indiqué à la presse que le public, venu nombreux assister aux soirées du festival qui a vu la participa-

tion de 16 chanteurs, a été conquis, et les performances ont été impressionnantes. Elle a souligné que «la nouveauté de cette édition réside dans l'aspect moderne du festival, qui a su intégrer une touche artistique contemporaine, tout en préservant l'authenticité de la chanson oranaise, afin de répondre aux goûts des jeunes et d'être en phase avec l'évolution du domaine musical».

LE GRAND PRIX GUEROUABI

## La relève du chaâbi honorée à Alger

La 10<sup>e</sup> édition du Grand Prix El Hachemi Guerouabi s'est achevée en beauté au palais de la Culture Moufidi Zakaria à Alger, après quatre soirées vibrantes célébrant la musique chaâbi. Organisé du 23 au 26 juillet, l'événement a réuni douze jeunes talents venus de plusieurs wilayas, tous portés par l'héritage musical du légendaire El Hachemi Guerouabi. Le concours a consacré Korak Mohamed Amine, lauréat du premier prix (300 000 DA), suivi de Romaiassa Kayed-Youcef, seule femme en lice (2<sup>e</sup> prix, 250 000 DA), d'Idris Treâa (3<sup>e</sup> prix, 200 000 DA) et d'Anis Baaziz, qui a obtenu le prix du jury (100 000 DA). Les participants ont été évalués sur leur maîtrise musi-

cale, leur présence scénique et leur respect des codes vestimentaires du chaâbi. Plus qu'un concours, l'événement se veut un tremplin artistique. Tous les candidats bénéficieront de l'accompagnement de l'association El Hachemi Guerouabi pour l'obtention d'une carte d'artiste, la production d'un album et la participation à des événements culturels nationaux et internationaux.

Chahra Guerouabi, présidente de l'association et du jury, a insisté sur l'esprit formatif de la compétition : révéler et soutenir de jeunes talents pour assurer la pérennité du patrimoine musical national. La soirée de clôture a été un moment fort, ponctué par des perfor-

mances des anciens lauréats et une prestation mémorable du maître Abdelkader Chaou, 84 ans, toujours aussi charismatique, qui a repris des classiques du chaâbi tout en rendant un hommage émouvant à Guerouabi avec un titre inédit. La soirée a été enrichie par l'intervention chaleureuse de Hassiba Abderaouf, invitée surprise, qui a fait vibrer l'auditorium par un florilège festif de chansons populaires.

Le Grand Prix Guerouabi confirme ainsi son rôle de conservatoire vivant du chaâbi, tout en assurant une transition générationnelle essentielle à la survie de ce pan majeur de l'identité musicale algérienne.

DÉCÉDÉ DERNIÈREMENT À L'ÂGE DE 82 ANS

## Le réalisateur Sid Ali Fettar inhumé à Alger

Le réalisateur et scénariste algérien Sid Ali Fettar, décédé dernièrement à l'âge de 82 ans, a été inhumé samedi en fin d'après-midi au cimetière d'El-Kettar à Alger.

Arrivée en fin d'après-midi à l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger, la dépouille de l'artiste - décédé le 11 juillet à Rome (Italie) - a été accompagnée à sa dernière demeure par des artistes et compagnons de route du défunt, en présence du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou.

S'exprimant à cette occasion, le ministre de la Culture et des Arts a déploré la perte d'«un des pionniers du cinéma et de la télévision» à travers des œuvres

qui ont, a-t-il dit, «décrit et représenté à l'écran la société algérienne avec réalisme, honnêteté et sincérité». Né en 1943 à Tissemsilt, Sid Ali Fettar a fait partie de la première promotion de cinéastes algériens avec Lamine Merbah, Merzak Allouache et Sid Ali Mazif, diplômés de l'ex-Institut du cinéma (INC, Alger), où il a poursuivi des études dans le 7<sup>e</sup> Art de 1964 à 1966. En 1971, il obtient sa licence en sciences de la communication et de l'information, puis un diplôme en management en 1974.

Le défunt a poursuivi, ensuite, une formation à l'École supérieure de cinéma, de théâtre et de télévision à Lodz (Pologne), avant d'intégrer, à son retour

au pays, la RTA en réalisant de nombreuses émissions et plusieurs longs métrages.

Prolifique, le défunt a légué une riche filmographie avec plusieurs longs métrages de fiction, documentaires, téléfilms et feuilletons télévisés comme «Réflexion sur la guerre du Vietnam» (1967), «Ingratitude» (1969), «Koulchi rah» (1970), «Coulisses» (1971), «Rai» (1988), «Amour interdit» (1993), «Les voisins» (1994), «Ahlam wa awham» (Rêves et illusions, 2005), «Makatib» (Destinées, 2007) ou encore «Les Tourments» (2015), dont il a écrit lui-même le scénario.

APS.

FIGURE LIBRE  
ET INCONTOURNABLE  
DE LA SCÈNE ARTISTIQUE  
LIBANAISE

## Disparition de Ziad Rahbani

Le Liban pleure la perte d'un monument de sa culture. Le musicien, compositeur, dramaturge et pionnier du jazz oriental, Ziad Rahbani, s'est éteint samedi à Beyrouth à l'âge de 69 ans. Fils de deux légendes de la musique arabe, Feyrouz et Assi Rahbani, Ziad Rahbani était bien plus qu'un héritier : il était une voix libre, une plume incisive et une figure engagée qui a marqué plusieurs générations de Libanais. Entré très tôt dans le monde artistique, il met en scène sa première pièce à seulement 17 ans. Artiste autodidacte, il s'impose dans le théâtre et la musique avec une approche résolument critique, dénonçant l'hypocrisie des élites politiques, culturelles et intellectuelles de son pays. Ziad Rahbani refusait les conventions : il rejetait la culture commerciale, refusait de travailler avec des acteurs professionnels et puisait son inspiration dans la rue, dans la réalité sociale, dans la douleur du peuple libanais. Dans les années 1970, alors que le Liban s'enfonçait dans la guerre civile, il signe plusieurs pièces à succès, parmi lesquelles Sahriyya, La pension du bonheur ou encore Nazil as-surur. Il compose également pour sa mère Fairouz, notamment le célèbre titre Saalouni enness, qui marque leur collaboration artistique. Son engagement politique l'amène à se rapprocher du Parti communiste libanais, pour lequel il compose un hymne révolutionnaire, Ya Riyah Achaab. Ziad Rahbani, influencé par Stanislavski et Brecht, qu'il découvre de manière non académique, s'inscrit néanmoins dans la tradition de la dramaturgie classique, tout en la détournant avec un ton satirique et audacieux. Sa radio libre, ses pièces, ses chroniques mordantes faisaient de lui un véritable miroir de la société libanaise, un artiste rebelle et visionnaire qui n'a jamais trahi ses idéaux. Sa disparition a suscité une vague d'émotion au Liban. «Je sens que tout est fini, je sens que le Liban est devenu vide», a écrit sur X l'actrice Carmen Lebbo, son ancienne compagne. Le président libanais Joseph Aoun a salué une «conscience vive, une voix des opprimés», tandis que le Premier ministre Nawaf Salam a souligné qu'il était «resté fidèle aux valeurs de justice et de dignité».

## Le patrimoine bâti en fête à Abi Youcef

La quatrième édition du Festival du patrimoine bâti (Tafaska n tgemmi yulin) se tient du 31 juillet au 2 août au village Tazruts, commune d'Abi Youcef (Aïn El Hammam), dans la wilaya de Tizi Ouzou. Organisé par l'association Gamel Ath Umejjan en partenariat avec d'autres acteurs locaux, cet événement culturel met à l'honneur l'architecture traditionnelle et la mémoire collective.

Au programme : une caravane festive d'ouverture, un marché artisanal, des expositions-ventes de produits du terroir (bijoux, poterie, vannerie, tapisserie), ainsi que des ateliers de transmission artistique (sculpture, peinture murale, techniques anciennes). Des conférences animées par des experts - architectes, historiens et artistes, aborderont les enjeux de la préservation du bâti ancien.

L'événement mêlera également spectacles de rue, musique et danse, dans un esprit de célébration du patrimoine vivant et intergénérationnel.

# 16



● Alger 33°  
● Ouargla 39°  
● Oran 34°  
● Constantine 32°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
03:55	12:54	16:43	20:00	21:39

## À TIZI OUZOU, UNE MOISSON PROMETTEUSE

La campagne de moisson-batage 2024 à Tizi Ouzou s'annonce très positive, avec 137 327 quintaux de céréales déjà collectés par la CCLS de Draâ Ben Khedda, soit près de 97 % de l'objectif fixé à 190 000 quintaux. Cette récolte comprend principalement du blé dur (120 687 q), du blé tendre

(16 138 q) et de l'orge (501 q). La wilaya a également consacré des superficies à d'autres cultures : pois chiches, lentilles, avoine, triticales et tournesol. Quelques retards ont été signalés dans certaines zones en raison de problèmes techniques (pannes, terrains accidentés).

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 28 JUILLET 2025 // N°1125 // PRIX 20 DA

POUR RÉGULER LES PRIX DE PRODUITS AGRICOLES

## SARPA, un levier stratégique

*La Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), créée en août 2023, s'affirme progressivement comme un acteur central dans la stabilisation des marchés agricoles. Sa stratégie d'anticipation permet de mieux maîtriser les périodes de tension sur l'offre et de réguler les prix des produits agricoles de large consommation.*

Sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, la SARPA a lancé une série d'opérations de stockage ciblées, axées dans un premier temps sur des produits stratégiques comme la pomme de terre, l'ail et l'oignon. L'objectif est clair : anticiper les périodes de soudure, souvent propices aux hausses de prix, et éviter la répétition d'expériences passées ayant déstabilisé le marché. L'approche adoptée vise à lisser les fluctuations saisonnières de l'offre et de la demande, tout en garantissant un revenu équitable aux agriculteurs et un accès régulier à des produits à des prix raisonnables pour les consommateurs.

### STABILISER L'OFFRE ET PROTÉGER LES PRODUCTEURS

« Notre mission principale est de réguler la disponibilité et les prix de plusieurs produits agricoles de grande consommation, notamment la pomme de terre, l'oignon, l'ail, ainsi que les viandes rouges et blanches », explique Abdelaziz Ouchène, directeur général de la SARPA. Dans le secteur des cultures maraîchères, la stratégie repose sur l'absorption des excédents en période de forte production. Ces quantités sont ensuite stockées ou orientées vers l'exportation. Lorsque la production baisse, notamment pendant les périodes de soudure, ces stocks sont réinjectés sur le marché pour garantir l'approvisionnement et conte-



nir les prix. « Cette gestion différenciée permet d'éviter les pics d'inflation et les pénuries saisonnières », souligne-t-il. Actuellement, la SARPA concentre ses efforts sur la pomme de terre, l'oignon et l'ail. « Nous débutons nos programmes par la pomme de terre. Nous signons des contrats avec les agriculteurs en début de campagne et récupérons les surplus pour stockage », détaille le directeur général. Ces produits seront remis sur le marché à partir d'octobre ou novembre, lorsque la production nationale diminue. Ce mécanisme garantit un

approvisionnement constant pour les citoyens à un prix raisonnable, tout en assurant aux producteurs une rémunération équitable grâce à des prix d'achat étudiés. Pour ce qui est des viandes rouges et blanches, les actions de régulation sont généralement lancées en fin d'année, en prévision du mois sacré de Ramadhan, période de forte consommation. L'objectif est de sécuriser les volumes nécessaires à la demande nationale et de les proposer à des prix accessibles, notamment pour les ménages modestes. « Nous avons mené à bien l'opération pour les

ramadhans 2024 et 2025, et préparons déjà celle de 2026 », indique M. Ouchène.

### UN PÉRIMÈTRE D'ACTION APPELÉ À S'ÉLARGIR

La SARPA envisage également d'étendre ses interventions à d'autres produits stratégiques. La pomme fait actuellement l'objet d'une étude interne. « C'est un produit sensible, qui nécessite une planification en amont. Les achats se font généralement sur pied », explique-t-il. Un arrêté interministériel a défini le cadre légal d'intervention de la SARPA, précisant les produits de large consommation qu'elle est habilitée à réguler. Ce dispositif juridique confère à la société un rôle légitime dans l'encadrement des marchés agricoles. Les actions de la SARPA s'inscrivent dans une stratégie globale de souveraineté alimentaire menée par le ministère de l'Agriculture. Elles visent à anticiper les pénuries, maîtriser les prix, réduire la dépendance aux importations et protéger les revenus des producteurs. « Depuis notre création, nous appliquons scrupuleusement les programmes décidés par les pouvoirs publics », affirme le directeur général. Par son approche proactive et ciblée, la SARPA devient un instrument clé dans l'équilibre du marché agricole national, tout en consolidant la sécurité alimentaire de l'Algérie.

R.E.

## LA DIRECTION DU MC ALGER RASSURE APRÈS LES DÉCLARATIONS DE HACHICHI

La direction du Mouloudia Club d'Alger (MCA) a tenu à rassurer ses supporters en affirmant que les objectifs du club, à court, moyen et long terme, demeurent inchangés. Le « Doyen » continuera à viser les titres et à se battre pour les premières places dans les différentes compétitions, d'autant plus qu'il est engagé cette saison sur quatre fronts majeurs. Dans un communiqué publié sur le compte officiel du club, la direction a souligné qu'elle bénéficiait du soutien continu de la société mère Sonatrach, qui finançait le projet de repositionnement du Mouloudia à son rang naturel. Ce soutien se traduit notamment par le développement des infrastructures, la création de centres de forma-

tion, comme le centre Abderrahmane Aouf à Baba Hamoud (Zéralda), la gestion du stade Ali La Pointe à Douera, ainsi que la signature de partenariats stratégiques avec de nouveaux sponsors. Le club met aussi l'accent sur la formation des jeunes joueurs et l'élargissement du projet économique du MCA. Cette mise au point intervient après les réactions de colère exprimées par une partie des supporters du Mouloudia à la suite des déclarations de Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach, prononcées samedi lors de la cérémonie de remise du trophée de champion de Ligue 1. M. Hachichi avait alors appelé les fans du MCA à faire preuve de discipline et de responsabilité, évoquant le drame du « samedi

noir du 21 juin ». Il a également insisté sur la nécessité de miser sur les jeunes formés au club et de renoncer à la course aux recrutements dispendieux. Ces propos ont suscité un large mécontentement, notamment au sein des groupes d'ultras, comme "Hobb w 'Aqliya", qui ont organisé un sit-in au quartier Kettani à Bab El Oued, dénonçant ce qu'ils perçoivent comme une tentative de faire porter aux supporters la responsabilité des incidents. Les fans ont aussi critiqué les déclarations de Hachichi concernant l'équilibre régional, la répartition du soutien financier, la réduction du budget des recrutements et le recentrage sur la formation.

R.S.

ALORS QUE L'AIDE MÉDICALE RESTE BLOQUÉE

## DES MALADIES MORTELLES SE PROPAGENT RAPIDEMENT À GHAZA

Des maladies mortelles se propagent rapidement à Ghaza alors que l'aide médicale reste bloquée, a dénoncé Oxfam International. L'organisation pointe une situation sanitaire catastrophique sur fond d'agression sioniste, tandis que des cargaisons vitales s'accumulent dans des entrepôts. « Les maladies d'origine hydrique, qui sont à la fois évitables et faciles à traiter, ont augmenté de près de 150 % à Ghaza au cours des 3 derniers mois, pendant que (l'entité sioniste) continue de bloquer délibérément l'aide humanitaire », déplore cette ONG dans un communiqué publié sur le site de sa branche canadienne. Selon cette organisation humanitaire, les données sanitaires disponibles provenant de plusieurs agences montrent que le nombre de Palestiniennes et de Palestiniens se présentant dans les établissements de santé avec une diarrhée sanglante a augmenté de 302 %, les cas de diarrhée aqueuse aiguë ont augmenté de 150 % et les cas de jaunisse aiguë de 101 %. « Ces données ne reflètent qu'une partie de la réalité, puisque la plupart des deux millions de personnes piégées par le siège continu (de l'entité sioniste) ont peu accès aux rares établissements de santé qui réussissent encore à fonctionner », fait remarquer l'ONG. Elle avertit, à ce titre, que cette recrudescence de maladies « peut rapidement devenir mortelle », d'autant plus que la population de Ghaza est privée de nourriture, d'eau, d'abris et de soins de santé adéquats depuis plus de 21 mois, au moment où plus de 420 000 palettes de matériel acheminé par les organisations humanitaires attendent dans des entrepôts à travers la région. Oxfam précise, à ce propos, qu'elle détient à elle seule plus de 110 000 articles d'aide humanitaire dans un entrepôt, notamment des réservoirs d'eau souples et des citernes, du matériel pour l'analyse de l'eau, des tuyaux et des dalles de latrines, des colis alimentaires, du savon, des couches et des trousseaux d'hygiène. Un terrain propice aux maladies « Les conditions que la population de Ghaza est contrainte de supporter ont créé un terrain propice aux maladies. Ce sont des maladies qui se propagent lorsque les populations manquent d'eau - potable ou non - et sont confinées dans des environnements surpeuplés et insalubres, avec pratiquement rien à manger », explique Bushra Khalidi, responsable des politiques d'Oxfam dans le Territoire palestinien occupé. Pour cette responsable, ce que l'entité sioniste a créé à Ghaza est « une fatalité sinistre et délibérée ». « Chaque jour où nous attendons un cessez-le-feu, davantage de vies sont perdues à cause de la violence, de la faim et des maladies. La population de Ghaza ne peut plus attendre un jour de plus pour que cet enfer prenne fin. Il doit y avoir un cessez-le-feu total et complet, et toute l'aide nécessaire doit pouvoir entrer à Ghaza par tous les points de passage afin que les Palestiniennes et les Palestiniens puissent enfin commencer à se relever et à reconstruire », ajoute-t-elle.